

A bas la loi raciste sur l'« égalité des chances » visant les jeunes des banlieues ! A bas le CPE !



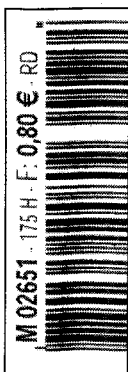
François Guillo/AFP

Cent mille lycéens des banlieues et étudiants, avec des délégations syndicales, manifestent à Paris le 16 mars contre le CPE.

22 mars – Cyril Ferez, militant de SUD-PTT, est entre la vie et la mort après avoir été sauvagement brutalisé par les CRS lors de la manifestation syndicale du 18 mars, et plus de 150 personnes ont été arrêtées ce jour-là. Mais de Villepin refuse de céder d'un pouce. Les fédérations syndicales ont appelé à une journée de grève et de manifestations le 28 mars. Il est crucial que la classe ouvrière mette son poids dans la balance pour repousser les attaques du gouvernement. Pour mobiliser l'industrie privée

ont soutenu la répression il y a quelques mois contre les jeunes, cherchent à limiter étroitement la lutte à la demande du retrait du CPE. On voit dans l'action la trahison de leurs appendices « de gauche » comme LO, la LCR ou la Gauche révolutionnaire qui, en faisant disparaître la question de la terreur raciste, ainsi que le rôle du PS et du PC, sont en train de reconstruire l'autorité d'un prochain gouvernement capitaliste comme la « gauche plurielle » de Jospin-Buffet. Cela pose la question d'une nouvelle direction pour la classe ouvrière, une direction révolutionnaire. *A bas la collaboration de classes ! Pour un parti ouvrier multi-*

**PCF, LCR
veulent canaliser
les protestations
vers l'élection
d'un nouveau
« front populaire »
capitaliste**



A bas la directive antisyndicale Bolkestein !

...page 16

ethnique révolutionnaire d'avant-garde !

Nous reproduisons ci-dessous notre tract du 15 mars.

* * *

15 mars - La répression policière et l'intimidation contre les manifestants anti-CPE s'intensifient de jour en jour, avec un nombre croissant d'arrestations. **Libération immédiate de tous les manifestants emprisonnés ! Levée des inculpations !** Les CRS attaquent les étudiants au gaz lacrymogène et à la matraque d'une manière qui rappelle l'offensive de l'Etat en novembre qui visait alors les jeunes d'origine africaine et maghrébine des banlieues ouvrières qui se révoltaient contre leur oppression raciste quotidienne et la mort de deux jeunes fuyant une rafle policière à Clichy-sous-Bois. Nous exigeons la **libération de ces jeunes aussi et la levée de toutes les inculpations !**

Le Contrat première embauche (CPE) instaurerait un système à deux vitesses pour les travailleurs, avec une période d'essai de deux ans pour les jeunes de moins de 26 ans. Les jeunes travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique ou sociale, seraient ainsi à la merci des patrons : s'ils refusent une seule fois de faire des heures supplémentaires, s'ils font grève une seule fois, s'ils sont vus en train de discuter avec un militant syndical, si pour les femmes elles tombent enceintes, etc., ils risquent de se retrouver à la porte. Si cette attaque passe, elle sera généralisée à l'ensemble des travailleurs pour faciliter les licenciements. Cette mesure vise à affaiblir encore plus le mouvement ouvrier et à préparer de nouvelles attaques visant l'ensemble des travailleurs, et c'est pourquoi l'ensemble de la classe ouvrière est directement concernée à repousser cette nouvelle attaque.

Les premiers visés par le CPE sont les jeunes de banlieue, soumis à un chômage massif, à la ségrégation raciste permanente à l'embauche, à l'école et dans le logement, et aux brutaux contrôles d'identité au faciès par les flics. La loi sur l'« égalité des chances », dont le CPE n'est qu'une composante, prévoit également la suspension, voire la suppression des allocations familiales pour les parents de jeunes faisant preuve d'absentéisme scolaire ou « pour toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale ». Autrement dit cette loi vise les couches les plus pauvres de la population, surtout d'origine ouvrière et en particulier des familles monoparentales d'origine immigrée. Dans son intervention télévisée le 12 mars de Villepin l'a dit en substance, cherchant à rassurer les étudiants et plus généralement à diviser les jeunes en déclarant que cette mesure visait les jeunes chômeurs des banlieues, alors que les étudiants (blancs), avec leurs qualifications, continueraient (!) à obtenir des



Pascal Pavani/AFP

Les CRS de Sarkozy/Villepin s'acharnent sur Cyril Ferez, syndicaliste SUD-PTT, et sur un autre manifestant le 18 mars. Cyril Ferez est dans un état critique.

contrats à durée indéterminée. **A bas le CPE ! A bas la loi raciste sur l'« égalité des chances » ! A bas les contrôles policiers racistes de Vigipirate ! Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !**

Avec le CPE il s'agit de porter atteinte à l'intégrité de la classe ouvrière en renforçant la division entre jeunes et vieux, jeunes d'origine non européenne à la peau plus foncée et jeunes d'origine européenne. Le CPE représente une tentative de manier les jeunes, notamment ceux des banlieues, contre les syndicats eux-mêmes. Pour repousser cette attaque le mouvement ouvrier doit dépasser les étroites limites du syndicalisme et prendre à bras le corps la question de lutter contre l'oppression spécifique des immigrés et des jeunes Français d'ascendance maghrébine ou africaine. Il faut lutter contre la ségrégation dans le logement, l'éducation et l'emploi. **Pour le partage du travail entre toutes les mains, sans diminution de salaire, avec des contrats à durée indéterminée !** Le système capitaliste non seulement est incapable de résoudre le chômage, c'est lui-même qui le secrète en permanence pour renforcer l'exploitation de l'ensemble des travailleurs. Aussi toute lutte sérieuse contre le chômage pose la question de renverser l'ensemble de ce système capitaliste par une révolution ouvrière.

Suite page 26

MEETINGS-DEBATS DE LA LTF

Rouen

le 4 avril, 18h30
à la Halle aux Toiles

Paris

le 5 avril, 19h30
au CICP, 21 ter rue Voltaire,
75011 Paris

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

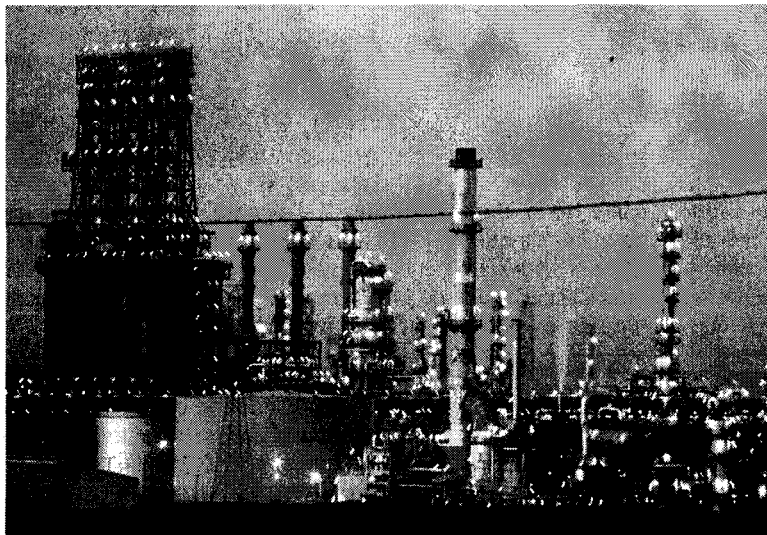
Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Venezuela : Nationalisme populiste contre révolution prolétarienne

La vendetta de la Maison Blanche contre Chávez



Une raffinerie à Puerto La Cruz, au Venezuela, le cinquième pays producteur de pétrole dans le monde. L'homme fort populiste Hugo Chávez s'adresse à une manifestation de masse à Caracas, en 2004.

L'impérialisme américain continue de représenter une menace certaine pour le gouvernement vénézuélien d'Hugo Chávez. Depuis qu'il a été élu président en 1998, Chávez a survécu à un éphémère coup d'Etat (en 2002), aux efforts, sur plusieurs mois, d'une partie de la bourgeoisie vénézuélienne pour couper la production de pétrole, et à un référendum sur sa destitution largement financé et soutenu, comme le reste, par Washington. Et s'il n'était pas embourbé en Irak, le gang Bush aurait très bien pu organiser des provocations plus graves encore.

Les raisons mêmes qui font de lui une gêne pour l'arrogante bourgeoisie américaine, font de Chávez une idole pour un grand nombre de pauvres des bidonvilles au Venezuela et de militants de gauche dans le monde entier. Chávez a traité Bush de con (*pendejo*) et il donne ostensiblement l'accolade à l'ennemi public numéro un de Washington en Occident, le dirigeant cubain Fidel Castro. Chávez a condamné l'occupation américaine en Irak et dénoncé les politiques économiques « néolibérales » qu'avancent les Etats-Unis en Amérique latine et ailleurs. Il a mis en place des programmes sociaux qui profitent aux pauvres des villes et des campagnes ; il a mis dans l'embarras le gouvernement Bush en offrant son assistance aux habitants de La Nouvelle-Orléans qui avaient tout perdu. Plus récemment, le Venezuela a commencé à fournir aux pauvres du Bronx et de certaines régions du Massachusetts du pétrole et du gaz à bas prix.

En janvier 2005, quand Chávez, sous les auspices du Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, a proclamé que le capitalisme devait être « transcédé » par le socialisme, son auditoire, composé en grande partie de militants de gauche, s'est mis à entonner tels des supporters de football en liesse « Olé, Olé, Olé, Chávez, Chávez ». Mais

Chávez n'est pas un socialiste. C'est un ancien colonel de l'armée parvenu à la tête de l'Etat capitaliste et, en tant que tel, c'est un *ennemi* de la lutte pour le socialisme – c'est-à-dire la lutte pour une révolution ouvrière qui exproprierait la bourgeoisie. En fait, Chávez s'inscrit dans la lignée d'une série d'officiers bourgeois qui ont pris le pouvoir sur la base du populisme nationaliste, depuis le colonel Juan Perón dans l'Argentine des années 1940 jusqu'au colonel Gamal Abdel Nasser en Egypte au cours des années 1950. Dans les années 1950 et 1960, alors que des mouvements nationalistes soutenus par les Soviétiques secouaient le monde semi-colonial, il n'y avait presque pas un seul de ces démagogues capitalistes qui ne se réclamait d'une certaine forme de « socialisme » ou de « marxisme-léninisme ». Nasser décréta le « socialisme arabe », s'empara du canal de Suez aux dépens des impérialistes français et britanniques en 1956 et procéda à toute une série de nationalisations. Cela ne l'empêcha toutefois pas de diriger l'exploitation des travailleurs égyptiens pour le compte de l'impérialisme – en brisant les grèves, en soumettant les syndicats à l'Etat capitaliste, en arrêtant et en torturant les communistes.

Nous nous opposons à l'impérialisme américain en tant que marxistes internationalistes. Si un nouveau coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis venait à se produire, nous appellerions encore une fois la classe ouvrière internationale à se mobiliser pour défendre militairement le gouvernement de Chávez (voir « La CIA prend Chávez pour cible », *Workers Vanguard* n° 787, 20 septembre 2002). En même temps, nous nous opposons au régime nationaliste-bourgeois de Chávez. Ainsi, lors du référendum sur sa destitution organisé par les opposants de droite au régime, nous appelions à l'abstention plutôt qu'au vote non, car celui-ci aurait représenté

une marque de confiance envers Chávez. Comme nous l'écrivions dans « Echec à la manœuvre du référendum de l'impérialisme américain - Le dirigeant capitaliste populiste Chávez l'emporte » (*Workers Vanguard* n° 831, 3 septembre 2004) : « Le problème qui se pose aujourd'hui de manière urgente, c'est non seulement de s'opposer à l'ingérence de l'impérialisme américain au Venezuela, mais aussi de lutter pour faire voler en éclats le soutien du mouvement ouvrier que ce soit à Chávez ou à l'opposition, et de forger un parti ouvrier internationaliste révolutionnaire pour conduire la classe ouvrière au pouvoir. »

A l'opposé de cette perspective, l'immense majorité des socialistes et révolutionnaires autoproclamés agit en agents publicitaires « de gauche » au service de la « révolution bolivarienne » de Chávez. Parmi eux, la Tendance marxiste internationale (TMI) de Ted Grant joue un rôle de premier plan. Elle est basée au Royaume-Uni et est dirigée aujourd'hui par Alan Woods, qui a écrit un véritable panégyrique intitulé *The Venezuelan Revolution - A Marxist Perspective* [La révolution vénézuélienne - Une perspective marxiste] (2005). Alors que les autres opportunistes se prêtent occasionnellement à la critique de Chávez, Woods et ses acolytes se flattent carrément d'être les conseillers « trotskystes » du caudillo au verbiage de gauche. En auréolant ainsi Chávez de l'étiquette de défenseur des pauvres et des opprimés, la TMI et Cie préparent en réalité le massacre des travailleurs. Lier la classe ouvrière et ses organisations à un dirigeant bourgeois quel qu'il soit ne sert qu'à empêcher la lutte indépen-

Avril 2005 : le pseudo-trotskyiste Alan Woods, promoteur de gauche de la « révolution bolivarienne » bourgeoise-nationaliste, s'adresse à une conférence de solidarité au Venezuela.



dante de la classe ouvrière. A l'opposé de ce que font les groupes tels que la TMI, les marxistes cherchent à préparer la classe ouvrière vénézuélienne à combattre réellement les forces meurtrières de la réaction bourgeoise, qu'elles soient dirigées par Chávez ou ses adversaires bourgeois.

Chávez et l'impérialisme

Pour mieux comprendre la différence entre le nationalisme populiste et le marxisme prolétarien authentique, nous pouvons décortiquer les arguments utilisés par les soi-disant marxistes de la TMI pour justifier leur soutien à la « révolution bolivarienne ». Dans un article en ligne du 1^{er} mars 2005 (www.marxist.com) « Le président Chávez réaffirme son opposition au capitalisme », le porte-parole de la TMI Jorge Martín déclare que lorsque Chávez est arrivé au pouvoir en 1998, « il ne partait pas d'un point de vue socialiste. Il s'était engagé à éradiquer l'inégalité, la pauvreté, la détresse de millions de Vénézuéliens. Cependant, il croyait au début qu'il pouvait y arriver en restant dans le cadre du système capitaliste. » Martín continue plus loin :

« Comme le président Chávez était réellement déterminé à résoudre ces problèmes, l'oligarchie a massivement choisi l'insurrection armée contre le gouvernement démocratiquement élu. [...]

« C'est cette riche expérience du mouvement révolutionnaire face aux provocations constantes de la classe dirigeante qui a conduit Chávez et beaucoup d'autres dans le mouvement révolutionnaire bolivarien, à la conclusion suivante : "Dans le cadre du capitalisme, il est impossible de résoudre les défis que pose la lutte contre la pauvreté, la misère, l'exploitation, l'inégalité". [...]

« Cette dynamique d'action et de réaction de la révolution vénézuélienne nous rappelle puissamment les premières années de la Révolution cubaine. C'est au cours d'un processus d'attaque et de contre-attaque que la direction de la Révolution cubaine, qui n'avait pas commencé avec l'intention de renverser le capitalisme, a été forcée de le faire pour résoudre les besoins les plus urgents des masses. »

Mis à part le fait que Chávez « ne partait pas d'un point de vue socialiste » (et il n'en

Suite page 20

Venezuela

Un processus révolutionnaire

Il s'agit d'un processus de concertation de la population politique à l'initiative du Venezuela. C'est le Chavez qui a permis de dépasser les divisions. En voici le processus, les étapes et les principes qui ont permis de le mener à bien.

CONTROVERSE

Chavez est aujourd'hui un allié.

Il s'agit d'un processus de concertation de la population politique à l'initiative du Venezuela. C'est le Chavez qui a permis de dépasser les divisions. En voici le processus, les étapes et les principes qui ont permis de le mener à bien.

COMBATIVITÉ DES MASSES

Il s'agit d'un processus de concertation de la population politique à l'initiative du Venezuela. C'est le Chavez qui a permis de dépasser les divisions. En voici le processus, les étapes et les principes qui ont permis de le mener à bien.



VITE DIT

● PAS D'ACCORD. Mais quelle mouche a donc piqué Hugo Chavez qui a condamné, jeudi 10 novembre, les violences en France et s'est dit solidaire du mouvement français? Le président vénézuélien a évoqué les incendies de voitures et les affrontements entre habitants et forces de police dans les banlieues.

« Sont-ils tous fous? », s'est interrogé Chavez à propos des jeunes. Et d'affirmer: « Nous condamnons cela » et « nous exprimons notre solidarité au peuple français et au gouvernement français, qui est un gouvernement frère, un ami », a-t-il poursuivi, précisant qu'il s'était entretenu avec Dominique de Villepin. La prochaine fois, Chavez ferait bien de choisir un meilleur interlocuteur.

● LIBYE. A l'évidence, les cinq

Dans le même numéro de Rouge (17 novembre) la LCR salue Chávez... et se lamente de la solidarité de celui-ci avec Chirac contre les jeunes des banlieues. Les déclarations de Chávez sont celles d'un populiste bourgeois cherchant contre les USA des alliés non pas dans le prolétariat international et les jeunes mais auprès de rivaux impérialistes des USA comme la France.

New York

Les traminots défient la loi Taylor antisyndicale et paralysent la ville pendant trois jours

Le 20 décembre dernier 33 700 traminots new-yorkais sont partis en grève, défiant pendant trois jours la loi Taylor, une loi locale de l'Etat interdisant la grève dans les services publics. Ils ont bloqué la ville pendant trois jours. A leur grève contre la Metropolitan Transport Authority (MTA - l'Autorité des transports new-yorkais) se sont joints les conducteurs de bus du syndicat Amalgamated Transit Union (ATU - Syndicat unifié des transports urbains) du Queens et de Staten Island. Cette grève a reçu un profond soutien dans les ghettos noirs et les quartiers hispaniques, parmi les travailleurs syndiqués comme parmi les non syndiqués. Cela montrait que la droite et les sociaux-démocrates mentent en France quand ils présentent les Etats-Unis comme une masse réactionnaire homogène. En fait, tout comme la France impérialiste, les USA sont divisés en classes sociales antagonistes. La bourgeoisie a utilisé ses tribunaux pour interdire la grève, tout comme la bourgeoisie française l'a fait avec une injonction antigrève du tribunal de Marseille contre les traminots de la ville en octobre dernier.

La grève des traminots de New York montrait que le potentiel existe pour lier la puissance du mouvement ouvrier à la colère croissante parmi les masses noires et hispaniques contre les attaques visant le niveau de vie des travailleurs, contre l'occupation impérialiste meurtrière de l'Irak, et contre le fait que le gouvernement a abandonné à son sort de façon raciste la population pauvre et noire de La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina.

La combativité des travailleurs, et le soutien populaire massif dont jouissait leur grève, illustrent le commentaire de Lénine dans son article de mai 1912 « Grève économique et grève politique » : « Là où les libéraux (et les liquidateurs) disent aux ouvriers : vous êtes forts quand la "société" sympathise avec vous ; le marxiste, lui, leur dit : la "société" sympathise avec vous quand vous êtes forts. »

La grève a bénéficié également d'un large soutien international. Des syndicats partout dans le monde, y compris en France comme le SUD Rail Paris Rive Gauche entre autres, ont protesté contre la répression visant la section 100 du Transport Workers Union (TWU - Syndicat des travailleurs des transports) et ses dirigeants. Le président de celui-ci, Roger Toussaint, est toujours sous la menace d'une peine de prison. Tout le mouvement ouvrier doit prendre position du côté des syndicats new-yorkais des transports. A bas la loi Taylor ! Défense du droit de grève !

Nous reproduisons ci-dessous le tract de la Spartacist League/U.S. du 20 décembre 2005.

WORKERS VANGUARD

En partant en grève pour la première fois en 25 ans, la section locale 100 du syndicat des travailleurs des transports (TWU) défie la loi Taylor et la puissance répressive du gouvernement capitaliste. Tout travailleur à New York et dans tout

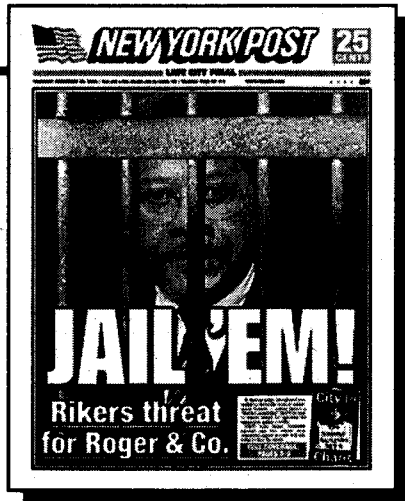


Bengiveno/NY Times

13 décembre : manifestation du syndicat TWU, trois jours avant l'expiration du contrat salarial.

le pays - tout Noir, tout Latino-américain, tout immigré a un intérêt direct dans le résultat de cette bataille de classe. Si c'est le TWU qui gagne, cela commencera à renverser la vapeur après des années de défaites ouvrières et d'attaques racistes. Si on *n'arrête pas* les patrons, cela voudra dire de nouvelles attaques contre les droits syndicaux, les retraites et la couverture médicale d'autres travailleurs employés par la ville ou l'Etat de New York. La clé pour gagner cette grève c'est de forger une alliance de combat de tous les syndicats, en prenant la direction des masses travailleuses de la ville et de ses pauvres des ghettos et des *barrios* [quartiers latino-américains]. Cela veut dire pour commencer fermer les lignes LIRR, Path et Metro-North [lignes de banlieue] qui entrent et sortent de New York. Les cheminots de Metro-North se sont engagés à respecter les piquets de grève du TWU. Très bien ! Il faut entourer les gares de Grand Central et de Penn avec des piquets de masse renforcés par tous les syndicats ! Les travailleurs du transport ne doivent pas rester seuls - Pour une action ouvrière unie pour écraser la loi Taylor !

Le gouverneur Républicain Pataki, le maire milliardaire Bloomberg, les rois de l'immobilier et les gros riches de la finance qui constituent le conseil d'administration de la MTA ont provoqué cette épreuve de force, avec derrière eux l'administration anti-ouvrière de Bush et son arsenal de « guerre contre le terrorisme ». Ils veulent diviser le personnel en imposant un plan à plusieurs niveaux où les nouveaux embauchés seraient soumis à des conditions d'accès plus coûteuses à une couverture médicale et à la retraite. Pataki et Cie dénoncent comme « cupides » et « criminels » les membres du TWU qui travaillent dur pour faire tourner la ville et qui se battent non seulement pour eux-mêmes mais pour la génération suivante. Les criminels dans cette société ce sont les dirigeants capitalistes qui, sans pitié, ont abandonné à la faim et à la mort des dizaines de milliers de Noirs et de pauvres à La Nouvelle-Orléans, qui ferment les écoles et



A gauche : les dirigeants du syndicat PATCO menottés, en 1981. Ci-dessus : la presse bourgeoise à sensation réclame à cor et à cri l'incarcération de Toussaint.

jettent nos jeunes gens dans l'enfer des prisons, qui massacrent des femmes et des enfants en Irak et dans d'autres pays à la poursuite de profits et de pouvoir. Qu'en est-il de la criminalité des patrons de la MTA qui ont laissé le conducteur Lewis Moore mourir au travail au début de ce mois en lui refusant des soins médicaux pendant plus de vingt minutes ?

Si on n'a pas le droit de faire grève, alors on n'a pas de syndicats en réalité. Pataki, le procureur général Démocrate de l'Etat Eliot Spitzer et la MTA ont déjà invoqué la loi Taylor contre les travailleurs du transport. Maintenant les tribunaux sont allés dans le sens de l'exigence de Bloomberg avec des amendes énormes d'un million de dollars par jour, cherchant à mettre en faillite le syndicat et ses membres. Parallèlement l'ex-maire Démocrate et porc raciste à tout crin Ed Koch hurle qu'il faudrait doubler ces amendes chaque jour. Face à la possibilité que se fassent arrêter des dirigeants syndicaux, il faut organiser des comités de grève

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévick
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévick
BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : lft@webmails.com

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

élus. Cela permettra d'assurer que la grève ne se fasse pas décapiter et aussi qu'elle soit dirigée par l'ensemble des membres du syndicat. Les avocats de la municipalité ont pu utiliser l'opposition criminelle de la part de la direction internationale du TWU à la grève de la section locale 100 pour pousser l'attaque antigrève contre le syndicat. Tout membre du TWU dans le pays doit exiger que l'internationale désavoue cette trahison et soutienne à fond la grève !

Bloomberg ne peut pas arrêter tous les 34 000 travailleurs du transport, et Wall Street sait qu'elle ne peut pas faire tourner le centre du capitalisme financier américain et mondial sans métro et sans bus. La seule grève « illégale » est une grève perdante – pas de représailles, pas d'amendes et pas de persécution ! Le TWU a une véritable puissance sociale – il peut paralyser la ville de New York et il peut rendre lettre

morte la loi Taylor, exactement comme la grève de 1966 vis-à-vis de la loi Condon-Wadlin, qui a précédé la loi Taylor.

Mais ce ne sera pas facile. Pour que cette grève gagne, comme elle le peut et comme elle le doit, il faut que le syndicat distingue clairement ses amis et ses ennemis. Le partenariat du capital et du travail est un mensonge. Toute grève revient au bout du compte à une lutte frontale entre deux forces – le travail et le capital – dont les intérêts sont irréconciliables et opposés. Le TWU doit se fier uniquement au soutien du reste du mouvement syndical et des millions de pauvres et de travailleurs qui prennent le métro et le bus. La solidarité ouvrière n'est pas une question de discours verbeux ou de dons symboliques, mais d'*action syndicale unie sur les piquets de grève*. Le syndicat des transports peut mobiliser de larges soutiens en posant sa revendication historique de *transports en commun gratuits et de qualité* !

De l'autre côté se trouvent les ennemis du mouvement ouvrier. Ce sont le gouvernement capitaliste, les politiciens capitalistes, les tribunaux capitalistes et les flics qui font appliquer les ordonnances judiciaires d'arrêt de la grève. Toute grève montre que l'Etat n'est pas neutre. C'est au contraire un instrument de coercition pour sauvegarder les intérêts des capitalistes. Traîner le syndicat devant les tribunaux, comme l'ont fait pratiquement toutes les cliques dans la direction du TWU, c'est comme choisir une mort lente par le poison. La PBA [Police Benevolent Association – Association d'entraide de la police] et autres « syndicats » de police sont les ennemis du mouvement ouvrier. Ils ont pour rôle de sauvegarder la propriété privée des patrons. Le chef de la PBA, Patrick Lynch, a déclaré que ses membres « sont de l'autre côté de la barricade maintenant mais dans leur cœur ils sont avec vous ». Ça oui, ils sont de l'autre côté de la barricade dans la grève, et ils vont briser le crâne aux travailleurs du transport pour le prouver – comme ils le font tous les jours contre les gens dans les ghettos et les *barrios*. Les flics, les agents de sécurité et les agents de la protection de la propriété de la MTA ne sont pas des travailleurs ; ils

Suite page 25

Les réactionnaires du Hamas et la banqueroute du nationalisme de l'OLP

Les Etats-Unis et Israël resserrent l'étau sur les Palestiniens

L'impérialisme américain, Israël et les puissances européennes menacent d'étrangler les Palestiniens après la victoire du parti intégriste islamique Hamas dans les élections palestiniennes de janvier dernier. George Bush péroré qu'il va apporter la « démocratie » au Proche-Orient sous la botte de la sauvage occupation militaire américaine en Irak. Pendant ce temps, le *New York Times* (14 février) rapporte que les Etats-Unis et Israël envisagent de « déstabiliser le gouvernement palestinien [...] ». L'intention est de priver l'Autorité palestinienne d'argent et de contacts internationaux jusqu'au point où, à une échéance de quelques mois, son président, Mahmoud Abbas, sera contraint d'appeler à de nouvelles élections. » Israël menace d'arrêter de verser les droits de douane et les autres impôts qu'il collecte pour l'Autorité palestinienne (AP) si le Hamas forme un gouvernement, une politique de vol pur et simple.

Les frappes aériennes israéliennes continuent à raser des quartiers civils, des maisons sont détruites au bulldozer, des hommes et des adolescents palestiniens sont raflés et jetés en prison, et les colonies et routes de « contournement » israéliennes continuent à morceler les terres des Palestiniens, et à faire d'eux des étrangers dans leur propre pays.

La victoire du Hamas a été un revers pour l'administration Bush, qui accorde un soutien indéfectible à Israël et qualifie le Hamas d'organisation « terroriste ». C'est assez gonflé de la part des impérialistes américains qui, depuis des décennies, ont favorisé le développement de l'intégrisme islamique au Proche-Orient comme rempart contre l'influence communiste. Et malgré le tollé que poussent aujourd'hui les sionistes, pendant des années ils ont favorisé le Hamas comme contrepoids aux nationalistes laïques de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Pour sa



Des partisans du Hamas fêtent leur victoire électorale devant l'immeuble du Parlement palestinien à Ramallah, en Cisjordanie, le 26 janvier.

part, tout en déclarant qu'il refuse, comme il lui est demandé, de reconnaître l'Etat d'Israël, le Hamas a fait savoir qu'il était disposé à travailler avec Israël et les Occidentaux. D'après *Al Jazira* (1^{er} février): « Moussa Abou Marzouk, le responsable adjoint du bureau politique du Hamas, déclare: "Nous comprenons que [les Etats occidentaux] ont besoin d'une région tranquille, sans conflits, et nous savons qu'il est possible d'atteindre cet objectif." »

La victoire du Hamas (acronyme qui signifie Mouvement de la résistance islamique) est lourde de menaces pour tous les Palestiniens – historiquement un des peuples les plus cosmopolites du Proche-Orient –, particulièrement pour les femmes et les Palestiniens laïques et chrétiens. Les circonstances qui lui ont permis de l'emporter, c'est la situation de plus en plus désespérée des masses palestiniennes dans les ter-

ritoires occupés. Ce vote a été davantage un rejet de la corruption scandaleuse et de la banqueroute politique avérée de l'OLP – dont la direction n'a apporté aux Palestiniens que défaites et paupérisation – qu'un soutien au programme religieux réactionnaire du Hamas.

Les Palestiniens n'ont aujourd'hui aucune base pour une économie nationale viable, et ils sont soumis à la terreur sioniste sans répit. Plus de la moitié de la population des territoires occupés vit avec moins de deux dollars par jour, un tiers est au chômage. Le mur de l'apartheid érigé par Israël en Cisjordanie a isolé des villages et des bourgs entiers, privant les Palestiniens d'un accès à leurs terres, à une agriculture de subsistance et à l'eau. Les couvre-feux, les blocus et les points de contrôle militaires entravent les déplacements vers les emplois, les hôpitaux, les écoles et les services sociaux vitaux. Il y a un an, le secrétaire général de l'ONU,

**Israël hors des territoires occupés !
Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**

Kofi Annan, faisait remarquer que « les Palestiniennes souffrent massivement de malnutrition ». Près de 70 % des femmes enceintes et des mères allaitant souffrent d'anémie.

C'est dans ces conditions que le Hamas, qui jusqu'ici a rejeté les négociations de « paix » avec Israël, est apparu comme la seule alternative aux nationalistes du Fatah. Un message posté le 30 janvier sur le site Internet d'*Al Jazira* faisait remarquer que « La réputation internationale du Hamas est basée sur sa campagne d'attaques contre Israël, mais sa popularité en Cisjordanie et à Gaza vient pour partie de ce qu'il fournit un filet de protection sociale à certains des Palestiniens les plus pauvres. » Isolés et sous pression internationale, les Palestiniens désirent avant tout simplement ne plus subir la terreur sioniste.

L'hostilité des impérialistes envers le Hamas n'a pas grand-chose à voir avec l'opposition au « terrorisme » – l'impérialisme américain est le plus grand terroriste sur cette planète, et l'Etat israélien a été fondé sur le terrorisme et le « nettoyage ethnique » à l'encontre des Palestiniens. Les menaces américaines contre les Palestiniens doivent être replacées dans le contexte plus large des machinations impérialistes dans la région. Alors qu'ils poursuivent leur occupation sanglante de l'Irak, les Etats-Unis menacent l'Iran de sanctions et d'agression militaire s'il poursuit son programme nucléaire, tandis qu'ils donnent chaque année à Israël, armé de plus de 200 bombes nucléaires, des milliards de dollars d'armes et d'assistance financière. ***A bas l'aide américaine à Israël ! Défense des Palestiniens ! Soldats et colons israéliens, hors de tous les territoires occupés ! Etats-Unis, hors d'Irak !***

La banqueroute du nationalisme de l'OLP

La victoire électorale du Hamas a été une défaite politique majeure pour l'OLP, même si le Fatah conserve pour l'instant le contrôle des forces de sécurité de l'AP. Fondée en 1964, à l'époque de la « révolution arabe », l'OLP avait initialement cherché des alliés contre Israël du côté des bourgeoisies arabes de la région. Au début des années 1990, elle a cessé de s'en remettre aux régimes arabes pour se tourner directement vers les impérialistes, en particulier les Etats-Unis. Après que la contre-révolution capitaliste a détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, supprimant le principal contrepoids militaire et politique à l'impéria-

lisme américain, l'OLP a été privée d'un soutien diplomatique et financier crucial. En 1993, elle signait les Accords d'Oslo avec Israël.

Négociés sous la houlette de Washington, les Accords d'Oslo établissaient des ghettos contrôlés par les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Comme le faisait remarquer Joseph Massad, professeur à la Columbia University (*Al-Ahram Weekly*, 11 février), les termes américano-israéliens de l'accord « n'incluaient pas seulement la capitulation d'Oslo, mais aussi que l'Autorité palestinienne nouvellement créée et contrôlée par le Fatah devait être bien armée, et que ses armes devaient avoir une nouvelle cible : le peuple palestinien lui-même. » A l'époque des accords, nous lançons cette mise en garde :

« Quoiqu'il arrive, ce marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti marque une étape décisive au Proche-Orient. Pour son acte, l'OLP permet aux réactionnaires intégristes comme Hamas de se poser comme les seuls à combattre l'occupation sioniste. Le nationalisme arabe petit-bourgeois est apparu comme l'impasse banqueroutière et impuissante qu'il a toujours été. »

– « Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », *le Bolchévick* n° 125, novembre-décembre 1993

Depuis les Accords d'Oslo, Israël a créé 102 nouvelles colonies, et doublé la population des colonies existantes. Il y a maintenant environ 450 000 colons juifs en Cisjordanie, Jérusalem-Est compris. Plus de 700 points de contrôle militaires ont été construits pour contrôler les mouvements des Palestiniens d'une ville à l'autre, ainsi que pour entrer et sortir de Jérusalem et de Gaza. En 1994, une clôture électrifiée a été construite autour du ghetto de Gaza. Environ 34 % du budget de l'Autorité palestinienne est consacré aux forces de sécurité, contre 8 % à la santé et 2 % à l'agriculture. En 2001, le gouvernement d'Ariel Sharon a *de facto* renié Oslo, en lançant une série d'attaques contre les territoires occupés qui ont dévasté l'infrastructure de l'Autorité palestinienne, et il a emprisonné, jusqu'à sa mort, Yasser Arafat dans son enceinte de Ramallah écrasée sous les obus.

S'accrochant désespérément à leur boulot de garde-chiourme dans les territoires occupés, les flics de l'AP, recrutés par le Fatah, ont manifesté violemment contre la victoire du Hamas. Le Hamas a réagi en rengainant les menaces qu'il avait auparavant proférées de réorganiser les forces de sécurité, et s'est engagé à soutenir les flics de l'AP. Contrôler les Palestiniens dans les lambeaux de territoires « autonomes » est le « droit » que l'OLP a arraché des mains d'Israël. Comme le fait remarquer la journaliste israélienne Amira Hass, Arafat « mesurait les "succès" par le nombre de Palestiniens qu'il contrôlait et qui étaient soumis à ses services de sécurité, plutôt qu'à l'étendue de leur liberté – car il n'y a pas de liberté dans des enclaves encerclées par une armée d'occupation » (*Counterpunch*, 2 février).

Le pouvoir sioniste a soutenu le Hamas

En 1974, la Ligue arabe avait déclaré que l'OLP était le « seul représentant légitime du peuple palestinien ». Quatre ans plus tard, le gouvernement de droite de Menachem Begin approuvait la demande du cheik Ahmed Yassin d'autoriser l'Association islamique, un groupe paravent des Frères musulmans égyptiens et le précurseur du Hamas. En tant qu'organisation caritative officielle, le groupe de Yassin recevait un financement israélien. En 1986, l'ancien gouverneur militaire de Gaza, Yitzhak Segev, déclarait : « Nous

Suite page 14



AFP

Les forces d'occupation israéliennes fouillent les maisons au cours d'un raid près de Jénine, en Cisjordanie, le 14 décembre 2005.

Des barricades au Parti québécois

Les leçons de la grève générale de 1972 au Québec

Pour l'indépendance du Québec !

La grève générale qui a paralysé le Québec au printemps 1972 était la bataille de classes la plus intense depuis plusieurs dizaines d'années – et depuis – en Amérique du Nord. Pourtant, les ouvriers combattifs ou les jeunes de gauche, y compris au Québec, ignorent aujourd'hui à peu près tout de cette grève, sans parler de ses leçons.

Cette grève générale a suivi de près la «révolution tranquille» des années 1960, qui avait vu le Québec francophone, jusque-là une province arriérée dominée par l'Eglise, se transformer en une société moderne, consciente de son identité et largement laïque. Tandis qu'une nouvelle bourgeoisie francophone commençait à remplacer les anciens maîtres anglais, une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante se radicalisait de manière significative. Ce processus était alimenté dans une large mesure par l'opposition à l'oppression nationale, qui faisait qu'on disait aux ouvriers «speak white» [«parle comme un Blanc»] s'ils ne s'adressaient pas au contremaître en anglais.

Ces changements provoquèrent une réaction chauvine au Canada anglais, conduisant à la «crise d'octobre», quand le Premier ministre Libéral Pierre Trudeau envoya l'armée occuper le Québec et arrêter des centaines de militants de gauche et de militants syndicaux. Trudeau prétendait qu'il réprimait une «insurrection» des nationalistes de gauche du Front de libération du Québec (FLQ), qui avait kidnappé deux représentants gouvernementaux, mais son véritable

objectif était de mettre un terme à une agitation sociale généralisée au Québec. Il fut aidé en cela par le Premier ministre du Québec Robert Bourassa, dont le gouvernement devait déclencher un an et demi plus tard la grève générale en emprisonnant les principaux dirigeants syndicaux québécois.

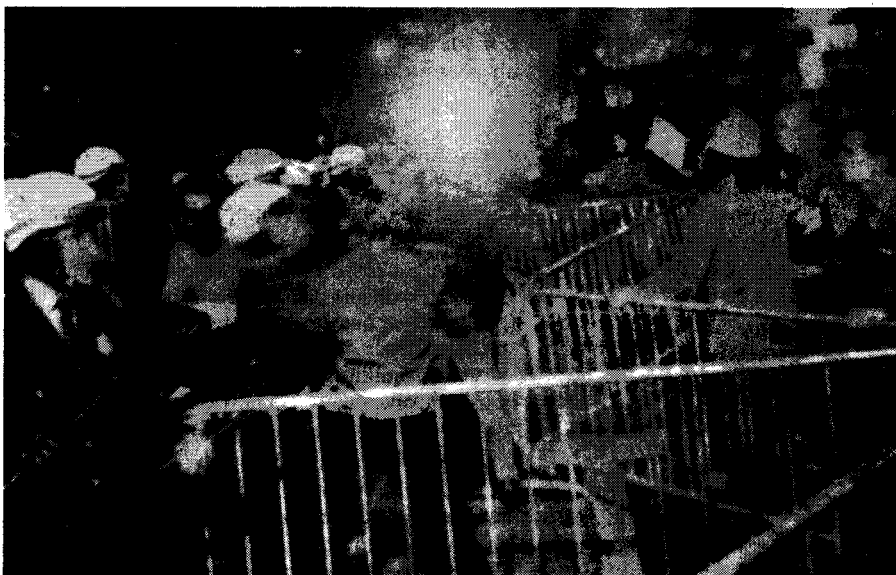
L'article sur la grève générale que nous reproduisons ci-dessous a été publié pour la première fois [en anglais] dans *Spartacist Canada* n° 57 (mars 1983). Il détaille comment les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier canadien se sont retrouvés derrière les capitalistes canadiens pour dénoncer les ouvriers québécois combattifs, et plus généralement la lutte contre l'oppression nationale au Québec. Après la



défaite de la grève, les divisions déjà considérables entre les travailleurs anglophones et québécois se sont exacerbées. Trudeau maintenait sa ligne dure contre le nationalisme québécois, avec l'aide des sociaux-démocrates du NPD [Nouveau parti démocratique] et des pontes syndicaux canadiens anglais qui soit soutenaient Trudeau, soit acceptaient tacitement le maintien de force du Québec au sein du Canada. Au Québec, les travailleurs étaient de plus en plus poussés dans les bras de leurs propres capitalistes francophones, ce qui conduisit quatre ans plus tard à l'élection, avec un soutien syndical significatif, des nationalistes bourgeois du Parti québécois [PQ]. Le gouvernement PQ remercia les travailleurs en lançant à son tour une offensive antisyndicale généralisée en 1982-1983, à l'époque de la première publication de notre article.

La grève générale de 1972 a une importance historique, car elle a démontré que l'animosité nationale avait empoisonné les rapports entre travailleurs canadiens anglais et québécois, compromettant la perspective d'une lutte de classe unitaire. Cette division est tout à fait réelle : par exemple, l'immense majorité des syndicats québécois sont soit séparés, soit largement autonomes. Des référendums de 1980 et 1995 jusqu'au scandale des commandites actuel [un scandale financier concernant des pubs «pro-Canada» au Québec], en passant par de multiples crises «constitutionnelles», les travailleurs québécois n'ont vu venir du Canada anglais qu'arrogance et indifférence.

Dès sa création en 1975, la Trotskyist League/Ligue trotskyste s'est opposée avec intransigence à l'anglo-



sans crédit

Montréal : les ouvriers de La Presse affrontent la police pendant la grève de 1971.



Manifestation pendant la grève des travailleurs du secteur public du Front commun, en avril 1972. Un mois plus tard, l'emprisonnement de dirigeants syndicaux par le gouvernement Libéral déclençait la grève générale.

Radical America

chauvinisme, et a défendu le droit du Québec à l'autodétermination – c'est-à-dire à l'indépendance –, y compris dans les syndicats. Cependant, c'est seulement en 1995, après un réexamen approfondi de la question (voir « Pour l'indépendance du Québec », *Spartacist Canada* n° 105, septembre/octobre 1995), que nous avons modifié notre position pour recommander l'indépendance. L'article que nous reproduisons ci-dessous argumente à juste titre qu'il est nécessaire d'avoir une perspective prolétarienne internationaliste contre l'impasse du nationalisme bourgeois, mais cette argumentation présente un point faible : elle ne tire pas la conclusion logique des faits qu'elle présente, à savoir que soutenir l'indépendance du Québec est une composante essentielle d'un programme de lutte de classe contre le capitalisme canadien.

En préconisant l'indépendance du Québec, nous cherchons à jeter les bases qui permettront aux travailleurs du Canada anglais et du Québec de voir que leurs ennemis sont leurs exploiters, et pas « the French » [les Français] ou « les Anglais » [en français dans le texte]. Au Canada anglais, ça signifie lutter pour arracher la classe ouvrière à l'emprise des pontes syndicaux chauvins et du NPQ qui colportent de mortelles illusions dans le capitalisme canadien. Au Québec, ça signifie arracher les travailleurs au PQ et au Bloc, des partis capitalistes soutenus par la bureaucratie syndicale nationaliste québécoise. Le mouvement syndical québécois affronte aujourd'hui un énième gouvernement de droite du Parti Libéral dirigé par Jean Charest, mais le PQ a montré, à l'occasion de ses passages répétés au pouvoir, qu'il est tout autant un ennemi de classe des travailleurs. Comme nous l'expliquons ci-dessous, la libération nationale et sociale des travailleurs du Québec nécessite une perspective d'internationalisme révolutionnaire qui s'incarnera dans un parti d'avant-garde marxiste.

Les citations tirées de sources de langue anglaise ont été retraduites par nos soins.

* * *

« Nous devons supposer que ce qui s'est passé ces derniers jours au Québec n'était pas représentatif de l'esprit public en général, car si c'était le cas une part importante du Canada serait au bord de la révolution. »

– *Globe and Mail*, 13 mai 1972

Pendant onze jours en mai 1972, dans toute l'Amérique du Nord, la classe dirigeante et ses porte-voix médiatiques ont tremblé dans leur culotte devant la grève générale quasi-insurrectionnelle qui secouait le Québec. Furieux après l'emprisonnement des dirigeants des trois principales fédérations syndicales québécoises par le gouvernement provincial de Robert Bourassa, des milliers d'ouvriers, dans tout le Québec, s'étaient spontanément mis en grève. L'une après l'autre, les villes étaient passées sous le contrôle des grévistes, créant ainsi une situation de double pouvoir virtuel.

Le gouvernement Bourassa, hystérique, cherchait désespérément à préserver son autorité ; le Premier ministre Pierre Trudeau glapissait que les dirigeants syndicaux québécois voulaient « détruire le pays », et le dirigeant d'alors du Congrès du travail du Canada (CTC), Donald McDonald, lui faisait écho en déclarant « ce ne sont pas des grèves, ce sont des révolutions ». La grève générale de 1972 au Québec posait la question du pouvoir politique. Mais, en l'absence d'une direction prolétarienne révolutionnaire, la combativité se dissipait. La haine à l'encontre des gouvernements Libéraux, tant à Québec qu'à Ottawa (où Trudeau avait imposé la « Loi sur les mesures de guerre » en 1970), combinée avec un ressentiment croissant face à l'oppression nationale imposée par un Canada anglophone arrogant et chauvin, fut canalisée, en particulier par la direction syndicale, vers un vote pour les nationalistes bourgeois du Parti québécois.

En 1972, depuis les bancs de l'opposition à l'Assemblée nationale, le dirigeant du PQ René Lévesque déclarait :

« Bien sûr, si on n'est pas d'esprit étroit, on doit sympathiser avec la cause des travailleurs dans notre société, mais [...] nous ne devons pas oublier que le PQ se retrouvera peut-être en position de patron à la table des négociations [...]. Nous devons trouver un équilibre entre les revendications des travailleurs et l'éventualité que le PQ puisse être au pouvoir pendant les prochaines négociations. »

– *Labor Challenge*, 8 mai 1972

Aujourd'hui, le PQ se trouve exactement dans cette situation : il orchestre une attaque antisyndicale massive, style PATCO [syndicat américain des contrôleurs aériens qui avait été brisé par Ronald Reagan], contre le mouvement ouvrier combatif du Québec.

De l'autre côté de la table des négociations, Louis Laberge, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), parle ces temps-ci d'appeler tous les travailleurs du Québec à une grève générale contre les casseurs de syndicats du PQ, avec l'incantation «Rappelez-vous juste ce qui est arrivé en 1972». De fait, tout le monde, de Laberge à Lévesque, ne se rappelait que trop bien ce qui lui était alors arrivé, et comme un seul homme – des dirigeants syndicaux traités aux ennemis jurés des syndicats – tous essaient désespérément d'éviter la répétition de ce soulèvement prolétarien massif, sans précédent dans l'histoire de l'Amérique du Nord.

«Par l'autorité des travailleurs du Québec»

Fin 1971, la FTQ, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) avaient formé le Front commun des travailleurs du secteur public pour négocier avec le gouvernement Bourassa. Le 11 avril 1972, après des mois de négociations ayant abouti à une impasse face à l'intransigeance du gouvernement, les travailleurs du Front commun déclenchaient une «grève générale illimitée». Mais dix jours plus tard, les pontes syndicaux capitulaient devant la législation antigreve et ordonnaient à la base – *qui avait voté la poursuite de la grève* – de reprendre le travail. Cela ne fut pas suffisant pour le gouvernement qui condamna les trois dirigeants du Front commun – Laberge pour la FTQ, le président de la CEQ Yvon Charbonneau (qui occupent toujours ces fonctions aujourd'hui) ainsi que Marcel Pepin, à l'époque président de la CSN – à un an d'emprisonnement.

Le puissant prolétariat industriel fut le premier à réagir à ces emprisonnements. Le 9 mai, le convoi de voitures emmenant Laberge, Charbonneau et Pepin à Québec pour qu'ils s'y constituent prisonniers avait à peine quitté Montréal que des milliers de membres de l'Association internationale des débardeurs (AID) de Montréal, Trois Rivières et Québec arrêtaient spontanément le travail.

Le même soir, à Sept-Îles, une ville minière du nord du Québec dominée par l'Iron Ore Co. of Canada, en réaction à une charge policière contre une manifestation de syndicalistes en colère, des meetings ouvriers de masse votaient la grève à une écrasante majorité. Le lendemain, cette ville de 27 000 habitants était dirigée par des dockers, des cheminots et des mineurs en grève – les routes étaient coupées par des barricades, l'aéroport fermé, et la station de radio occupée diffusait les communiqués des syndicats.

Les jours suivants, dans tout le Québec, les ouvriers d'autres villes «de la compagnie» [dominée par une entreprise] rejoignaient le mouvement. A Therford Mines, les mineurs d'amiante débrayaient, suivis par les employés des services publics de la ville – tous ensemble, le 11 mai, ils organisaient une manifestation de 10 000 personnes. A Saint-Jérôme, 23 usines étaient paralysées, ainsi que

les hôpitaux, les écoles et les autres services publics. A la demande du Syndicat des travailleurs unis de l'automobile dans la localité voisine de Sainte-Thérèse, des grévistes de Saint-Jérôme ont envoyé des piquets de grève à l'usine General Motors [GM] de cette ville. Plus de 2 000 ouvriers de l'automobile, qui habituellement restaient à l'usine durant la pause du midi, sont sortis de l'usine et ont refusé à leur retour de traverser le piquet des ouvriers de Saint-Jérôme. Un cadre de GM qui essayait d'entrer dans l'usine se fit expliquer que «Personne n'entre, il n'y a pas de travail aujourd'hui.» Quand il demanda «Sur les instructions de qui?», on lui répondit «Sur les instructions des travailleurs du Québec» (*Globe and Mail*, 13 mai 1972).

A Chibougamau, les instigateurs de la grève furent des femmes en colère, parmi lesquelles des enseignantes et des employées des hôpitaux, qui marchèrent vers une des mines pour faire débrayer leurs maris. Le 12 mai, quatrième jour de la grève, neuf villes étaient occupées par les grévistes, plus de 80 000 ouvriers du bâtiment étaient en grève dans toute la province, enseignants et employés des hôpitaux continuaient à débrayer (occupant un des hôpitaux de Montréal), les mécaniciens des transports et 8 000 employés municipaux avaient débrayé à Montréal. Et c'était seulement la partie émergée de l'iceberg; le nombre d'usines, d'hôpitaux, d'écoles et de villes paralysés était impossible à évaluer alors que vague après vague de travailleurs en colère rejoignaient le mouvement.

Plusieurs stations de radio étaient occupées. De Sorel, Québec, était diffusé ce qui suit :

«Ici CJSO, la voix des travailleurs. La prochaine chanson que nous allons passer s'appelle "Adieu". Nous la dédions à tous les travailleurs qui, depuis deux jours, disent "adieu" à leurs patrons et à la politique injuste du gouvernement.»

– *The Gazette*, 13 mai 1972

Pendant ce temps, la presse bourgeoise multipliait les articles dénonçant le «désordre» et la «violence» fomentés par une prétendue «minorité radicale». Mais le 12 mai, les diatribes anti-ouvrières des médias cessèrent provisoirement avec le débrayage des ouvriers du *Devoir* et de *La Presse*. Avec les ouvriers des deux autres journaux francophones de Montréal, ils allèrent trouver la *Gazette* et le *Star* pour «demander» qu'ils arrêtent leurs presses – une demande que la direction ne pouvait refuser.



Spartacist Canada

Toronto, mars 2004 : la banderole de la Ligue trotskyste du Canada dans la manifestation antiguerre demande l'indépendance pour le Québec.

Le lendemain, la *Gazette* (13 mai 1972) publiait un éditorial hystérique :

« Nous avons été fermés de force par la minorité du mouvement syndical qui a chassé les ouvriers de leur travail dans différentes autres parties de la province, qui a occupé les stations de radio, commis des actes de vandalisme et plus généralement tenté d'imposer sa volonté par la violence et la menace de la violence. »

Mais tout le monde, des gouvernements Libéraux à Québec et Ottawa jusqu'aux lieutenants ouvriers du patronat à Québec et au Canada anglais, en passant par les médias capitalistes, savait qu'il ne s'agissait pas d'une action d'une « minorité de fauteurs de troubles », mais d'un soulèvement ouvrier largement spontané et discipliné qui remettait fondamentalement en cause la domination de classe des capitalistes. (L'incident le plus violent de toute la grève eut lieu à Sept-Îles, quand un organisateur du Parti Libéral fonça en voiture sur un piquet de grève, tuant un gréviste.) Dans la plupart des cas, les flics furent incapables d'empêcher les débrayages et les occupations, comme le raconte un témoin de la grève de 1972 : « [...] les actions étaient tellement nombreuses que la police avait adopté une politique de non-intervention. Leurs forces étaient trop insuffisantes. S'ils provoquaient une confrontation à un endroit, ils ne pourraient plus contrôler l'effet boule de neige. Pour une fois, la police était trop faible pour provoquer des violences » (cité dans *Quebec: A Chronicle 1968-1972*).

Le gouvernement Bourassa, se rendant compte avec horreur que c'était *lui* qui était rapidement en train de devenir la « minorité », tentait de plus en plus d'imposer « sa volonté par la violence ». La présidente Libérale Lise Bacon envoya un télex secret ordonnant aux associations locales de son parti de recruter dans les villes et les villages des nervis et des voyous pour former des milices (appelées « comités de citoyens respectueux des lois ») pour tenter de briser les grèves et les occupations. On organisa un meeting antigreve bidon, réunissant une minorité d'ouvriers du bâtiment (la



En 1970 Trudeau a envoyé l'armée occuper le Québec en invoquant la « Loi sur les mesures de guerre », arrêtant des centaines de militants de gauche et de syndicalistes.

plupart étaient en fait des petits entrepreneurs), sous la direction d'au moins deux organisateurs du Parti Libéral, dans une salle louée par l'Association de la construction de Montréal.

Mais à la fin, ce ne sont pas le gouvernement Libéral, ses flics, ses tribunaux, ses milices ou des meetings bidon pour la reprise du travail qui ont endigué la marée de la grève générale de 1972 au Québec. Ce sont les ordres de reprendre le travail lancés le 17 mai par les dirigeants du Front commun enfermés à la prison d'Orsainville. Ils appelaient à mettre fin à la grève au nom d'un « accord négocié » avec le gouvernement. Et quel accord ! Fin 1972, le gouvernement Libéral adoptait le Bill [amendement] 89, qui interdisait toute grève du secteur public, ainsi que dans les transports, le secteur maritime, les compagnies aériennes et les chemins de fer, puis emprisonnait à nouveau les trois dirigeants du Front commun (qui avaient été libérés en appel en mai).

Des barricades au Parti québécois

Pendant la grève, la presse bourgeoise avait fait grand cas des divisions entre trois responsables de la CSN. L'un d'eux, Paul-Émile Dalpé, ex-candidat Libéral malheureux aux élections, accusait les syndicats d'être contrôlés par « des idéologues dont les idées ne peuvent conduire qu'à la dictature du prolétariat [...] » (cité dans *Labor Challenge*, 5 juin 1972). Mais les idées des pontes syndicaux nationalistes québécois, malgré tous leurs manifestes sur le « socialisme », n'ont pas conduit à la « dictature du prolétariat » mais à l'arrivée au pouvoir des nationalistes casseurs de syndicats du PQ, qui l'emportèrent en 1976, puis à nouveau en 1981, avec les voix d'une partie significative des travailleurs.

Les flammes du nationalisme avaient été attisées par le rôle des dirigeants anglo-chauvins traîtres du mouvement ouvrier au Canada anglophone, qui s'étaient démenés pour

**Collection d'articles
sur la question
nationale
au Québec**

**Commande
en France :**
Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

ou au Canada :
SCPA, C.P. 6867,
succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6

1 euro / 1 \$Can
(32 pages)

Brochure de la Ligue trotskyste 1,20 \$

Pour l'indépendance du Québec ! 3
 Les groupes autonomes sous les feux croisés du nationalisme 11
 Le Québec et les crises de la construction 12
 Le nationalisme et la lutte des classes au Québec 17
 20 ans après le « Crise d'octobre » 24



CSN-CEQ

Manifestation à Montréal pendant la grève générale de 1972. Cette lutte ouvrière de masse posait la question du pouvoir – qui va diriger : les patrons ou les ouvriers ?

isoler et dénoncer la grève générale de 1972, tout en menant une campagne virulente pour l'« unité nationale ». Au plus fort de la grève, lors de la convention du CTC, son comité exécutif affirmait dans son rapport :

« Il est par conséquent essentiel que le Congrès et ses syndicats affiliés s'opposent aux éléments qui, dans toute partie du Canada, réclament la destruction de la Confédération ou une réduction des pouvoirs fédéraux afin de poursuivre des objectifs régionaux égoïstes. »

– *Globe and Mail*, 5 mai 1972

Une motion symbolique de soutien aux « objectifs de négociation » du Front commun fut adoptée à l'unanimité, mais le président d'alors du CTC, Donald McDonald, affirmait très clairement l'opposition du CTC à la grève générale : « [...] le CTC n'est pas intéressé par toute tentative de renverser un gouvernement démocratiquement élu, et n'y prendra aucune part » (*Globe and Mail*, 15 mai 1972). Depuis la tribune du CTC, le dirigeant fédéral du NDP David Lewis (décédé depuis) se déclarait solidaire de l'**emprisonnement** des dirigeants du Front commun. Son point de vue était que si le juge les avait condamnés à 30 jours plutôt qu'à un an de prison, un soulèvement ouvrier massif aurait pu être évité.

Les pseudo-trotskyistes font la promotion du nationalisme – canadien et québécois

Si les traîtres syndicaux du CTC ont utilisé la grève générale de 1972 pour agiter la feuille d'érable, et les pontes syndicaux québécois la fleur de lys, les pseudo-trotskyistes de la League for Socialist Action/Ligue socialiste ouvrière (LSA/LSO – devenue ensuite la Revolutionary Workers League/Ligue ouvrière révolutionnaire) ont fait les deux.

Pendant la grève, leur journal, *Labor Challenge*, était truffé d'articles comme l'interview avec leur dirigeant Ross Dowson intitulé « Trudeau va-t-il combattre la domination US ? » (8 mai 1972) Pour ce qui est du Québec, les rares articles de la LSA/LSO étaient complètement éclipsés par ses longues polémiques contre le Parti communiste et sa politique du « Canada d'abord », avec des titres comme « En défense du nationalisme québécois » (24 avril 1972).

Le nationalisme conséquent de la LSO ne lui gagna pas beaucoup de soutien dans les rangs ouvriers, mais lui permit d'attirer des gens comme Reggie Chartrand. Au plus fort de la grève générale, son journal de jeunesse, *Young Socialist* (mai-juin 1972), publiait une interview de Chartrand où celui-ci déclarait : « [...] avec des membres de la Ligue des Jeunes Socialistes [LJS] et de la LSO, j'organise des manifestations pour la langue française et l'indépendance du Québec. » En 1980, Chartrand, avec ses nervis ultra-nationalistes, les « Chevaliers de l'indépendance », attaquera les cortèges de gauche dans la manifestation du Premier Mai aux cris de « Vive l'indépendance du Québec » et « Mort au communisme » ! Autant pour le caractère progressiste du nationalisme québécois.

La LSA/LSO croyait que son programme plus-nationaliste-que-le-PQ lui permettrait une croissance accélérée. Ça n'a pas été le cas. Au lieu de cela, au lendemain de la grève générale de 1972, les scissions dans les divers groupements nationalistes « nouvelle gauche » amorphes du Québec ont donné naissance d'abord aux maoïstes « nouvelle gauche » éclectiques d'En Lutte!/In Struggle! (EL!) – dirigé par l'ancien felquist [membre du FLQ] Charles Gagnon – et plus tard les maoïstes plus féroceement antisoviétiques qui formeront par la suite le Parti communiste ouvrier (PCO). Tous les deux étaient **anti-nationalisme québécois** – le PCO à partir d'une perspective antisoviétique, tandis que les lâches d'EL! refusaient même de défendre leurs anciens camarades du FLQ. Un peu plus d'une dizaine d'années plus tard ces deux groupes, qui un temps revendiquaient des milliers de membres, avaient mordu la poussière – naufragés sur les rivages de la guerre froide dont tous les deux avaient été véritablement l'« avant-garde ».

Pas le nationalisme bourgeois, mais l'internationalisme prolétarien !

La grève générale de 1972 au Québec a été l'événement le plus explosif dans l'histoire du mouvement syndical nord-américain. En même temps, elle est un exemple spectaculaire de ce que Trotsky appelait la crise de la direction prolétarienne. Des milliers d'ouvriers étaient spontanément descendus dans la rue, occupaient et administraient des villes entières, dans le cadre d'une lutte qui transcendait complètement toutes les divisions corporatistes et syndicales. Par exemple, les ouvriers québécois du bâtiment, qui ont débrayé en masse, étaient auparavant profondément divisés par les raids mutuels de la CSN et de la FTQ; plus tard, ils seront

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

la cible de la tristement célèbre Commission Cliche, une attaque antisyndicale menée au nom de la lutte contre la « corruption » dans les syndicats.

En 1972, la combativité déterminée du prolétariat québécois a été poussée à ses limites, au point où il était devenu cruellement clair qu'il fallait un programme et une direction pénétrés d'internationalisme prolétarien. A l'époque, on ne trouvait pas de bureaucratie plus à gauche en paroles que les pontes syndicaux québécois, qui publiaient manifeste après manifeste appelant à écraser le capitalisme et à construire le socialisme. Mais malgré toute leur rhétorique socialiste, 1972 a démontré qu'ils étaient des lieutenants tout aussi loyaux de la classe capitaliste que leurs congénères continuateurs de Meany dans la direction du mouvement syndical nord-américain. Mais là où les bureaucrates syndicaux nationalistes du Québec ont utilisé 1972 pour construire un soutien syndical aux nationalistes bourgeois du PQ, les chauvins de la feuille d'érable qui dirigent le mouvement syndical du Canada anglais, par une orgie de chauvinisme, ont tenté d'éviter que la grève générale s'étende à leur propre base.

Le développement spectaculaire de groupes comme le PCO et EL! au lendemain de 1972 démontrait que beaucoup d'ouvriers, d'étudiants et de membres d'autres groupes sociaux se tournaient vers la gauche à la recherche d'une nouvelle direction, en opposition au nationalisme québécois. Ils ne l'ont pas trouvée dans ces groupes dont l'antinationalisme avait été forgé dans l'antisoviétisme. Quelques-uns se sont tournés vers la LSO qui résumait la grève générale de

1972 au Québec par ce commentaire : « Loin de contredire la radicalisation des ouvriers québécois, cette montée de soutien pour le PQ, un parti bourgeois, confirme simplement ce que nous avons dit sur le caractère *nationaliste* de la lutte ouvrière » (*Labor Challenge*, 5 juin 1972). Divers centristes et syndicalistes qui voulaient adopter une pose plus à gauche se sont saisis de la grève de 1972 pour promouvoir leur stratégie nationaliste utopique pour un « Québec indépendant et socialiste ».

Les pontes syndicaux québécois ont canalisé les batailles ouvrières du début des années 1970 vers le vote pour le PQ de Lévesque, qui aujourd'hui tente de piétiner le mouvement syndical québécois avec des attaques de briseur de grève, en particulier contre les fonctionnaires, dont Ronald Reagan pourrait être fier. Dans cet affrontement crucial pour le mouvement syndical, les ouvriers québécois doivent tirer les leçons de 1972. Ce qui est désespérément nécessaire, c'est une direction animée par l'internationalisme prolétarien, qui pourra gagner cette classe ouvrière combative à la perspective de l'unité de classe révolutionnaire multinationale, où elle est destinée à jouer un rôle dirigeant. La Ligue trotskyste du Canada est la seule dans la gauche qui ait lutté pour cette perspective, en défendant inconditionnellement le droit du Québec à l'indépendance, tout en combattant en même temps le nationalisme québécois. La voie vers la libération nationale et sociale des masses laborieuses du Québec passe par une lutte prolétarienne unifiée pour une révolution socialiste nord-américaine, sous la direction d'un parti bolchévique. ■

Hamas...

Suite de la page 8

accordons une aide financière à des groupes islamiques, via les mosquées et les écoles religieuses, afin de contribuer à créer une force qui se dressera contre les forces de gauche qui soutiennent l'OLP. » Les islamistes, qui lançaient des attaques contre les laïques et les communistes, ne menaient aucune lutte politique ni militaire contre Israël.

Dans les années 1980, le gouvernement Shamir avait mis sur pied dans les territoires occupés des « Ligues de village » conservatrices, à base tribale. Les islamistes étaient devenus influents dans ces organes de collaboration, le pouvoir israélien aidait l'Association islamique à prendre le contrôle de l'Université islamique de Gaza et à se créer une base dans l'intelligentsia, tout en finançant des programmes d'aide sociale pour aider les intégristes à gagner une base parmi les pauvres.

Avec le déclenchement de la première intifada, en 1987, les islamistes craignirent de perdre leur influence s'ils restaient à l'écart. Le Hamas fut fondé au printemps 1988 comme mouvement politique islamique avec une branche armée. Le Hamas cherchait à fusionner la lutte nationale, auparavant un mouvement laïque avec une composante de gauche, et l'intégrisme islamique réactionnaire. Malgré l'antisémitisme virulent de sa charte, le pouvoir israélien favorisa le Hamas comme contrepoids à l'OLP, et ne rompit les relations qu'à l'automne 1989, après avoir découvert que cette organisation avait tué deux soldats israéliens.

Les sionistes ont utilisé la montée du Hamas et de ses rivaux intégristes du Djihad islamique – qui tous deux ont de plus en plus répliqué au terrorisme d'Etat israélien en perpé-

trant des attentats-suicide contre des civils israéliens – pour justifier leur torpillage des négociations de « paix » et l'intensification de l'oppression du peuple palestinien. L'intensification de la répression et du terrorisme israéliens sanglants incluait les « assassins ciblés » de dirigeants palestiniens, comme celui du cheik Yassin en 2004.

La répression antipalestinienne n'est pas juste la politique de la droite dure du sionisme. Le parti Kadima a été fondé par l'ex-Premier ministre Sharon, aujourd'hui dans le coma – le responsable du massacre d'environ 2 000 Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila en 1982 – en collaboration avec la « colombe » sioniste Shimon Peres. Kadima a adopté la ligne sioniste libérale, et raciste, que la raison principale du retrait de quelques terres en Cisjordanie est la préservation d'une majorité juive en Israël. En écho, Amir Peretz, le dirigeant actuel du Parti travailliste (un parti totalement bourgeois), déclare que s'il gagne les prochaines élections israéliennes : « Toutes les concessions que je ferai – tous les accords que je conclurai – seront basés sur la préservation d'un Etat juif [...]. Donc le droit au retour [des Palestiniens] n'est pas même une question pour la table de négociation. »

Les Palestiniennes dans le collimateur

Un article du *New York Times* du 3 février, « Les femmes, force secrète du Hamas, gagnent des voix aux élections et un nouveau rôle », décrit la montée de l'influence du Hamas parmi les Palestiniennes. Tout en prônant la ségrégation des femmes, le Hamas a réussi à gagner une base féminine en créant des services sociaux et en mettant davantage les femmes en avant dans ses activités. Ceci est en soi un terrible élément à charge contre la banqueroute politique des nationalistes palestiniens. Comme l'explique une jeune militante du Fatah, « le Fatah tenait le



Jean Mohr



Getty

La montée de l'intégrisme islamique est une menace pour les Palestiniennes. A gauche : des étudiantes à l'université de Bir Zeit, Cisjordanie, en 1984, où de nombreuses femmes refusaient de porter le foulard islamique et le voile. Ci-dessus : des femmes font la queue pour voter à Gaza pendant les récentes élections palestiniennes.

soutien des femmes pour acquis, et c'est une des raisons pour lesquelles il a perdu ».

Le Hamas est issu des Frères musulmans, une organisation cléricale-fasciste qui était devenue particulièrement influente en Egypte à la fin des années 1940. Sous le mot d'ordre « communisme = athéisme = libération des femmes », les Frères musulmans avaient organisé une campagne de terreur contre les communistes et les autres forces laïques. Le Hamas prêche la ségrégation sociale des femmes, le port du *hidjeb* (le voile islamique), et les lois anti-femmes de la charia. Avec le développement du Hamas, en particulier à Gaza, il y a eu une augmentation des « meurtres d'honneur » de femmes qui « déshonorent » leur famille en ayant des relations sexuelles hors mariage, en résistant aux mariages arrangés, en portant des vêtements occidentaux de « Jézabel », ou pour d'autres transgressions de la loi islamique.

Pendant la première intifada, quand des femmes s'étaient mises en avant pour jouer un rôle dirigeant et courageux dans la résistance contre les forces d'occupation israélienne, le Hamas avait intensifié son activité contre les « comportements anti-islamiques ». Pendant la première année de l'intifada, le Hamas se distinguait par ses attaques contre les femmes non voilées. En mai 1988, de jeunes religieuses ont fait irruption dans des salles de classe en exigeant que les écolières portent le *hidjeb*. Pendant l'été 1989, des femmes dévoilées ont été lapidées à Gaza. Cette campagne pour forcer les femmes à remettre le voile était menée avec l'approbation de l'OLP contrôlée par le Fatah et des groupes de gauche qui se sont mis à sa remorque. Symbole de la ségrégation des femmes dans la société, ce petit morceau de tissu noir oppressant destiné à symboliser la « décence » et la soumission des femmes, était promu au rang de symbole de la résistance nationale.

L'OLP n'essayait pas seulement de rafistoler sa popularité en chute libre en se mettant à la traîne des intégristes islamiques. En tant qu'organisation nationaliste petite-bourgeoise, l'OLP est incapable de lutter pour l'émancipation des femmes. Comme nous l'écrivions dans « Les Palestiniennes et l'intifada » :

« L'OLP vise à créer son propre régime bourgeois, qui serait à l'image des Etats voisins. Au fond, ces nationalistes bourgeois sont hostiles à l'émancipation des femmes, parce que celle-ci ne peut être acquise que par une révolution ouvrière qui ira jusqu'au bout, brisant les rapports de propriété bourgeois et toutes les institutions sociales associées. La victoire du prolétariat luttant pour ses propres intérêts de classe rompant les

vieilles entraves de l'oppression jettera les bases d'un bouleversement révolutionnaire de la vie quotidienne. C'est totalement opposé au programme de l'« unité nationale ». »

- *Women and Revolution* n° 39, été 1991.

Pour une révolution ouvrière arabo-hébraïque

Le conflit israélo-palestinien oppose des peuples interpellés : deux peuples qui se disputent le contrôle du même morceau de terre. Avec environ 50 % de la population palestinienne vivant hors des territoires occupés - en Jordanie, au Liban, en Israël -, la libération nationale des Palestiniens exige une perspective de révolution socialiste dans tout le Proche-Orient, y compris à l'intérieur même d'Israël, le pays le plus puissant et économiquement le plus avancé de la région. Cela signifie reconnaître le droit du peuple de langue hébraïque à l'autodétermination nationale. Réciproquement, pour arracher le prolétariat hébreu à l'emprise de la bourgeoisie sioniste, il est nécessaire qu'il prenne fait et cause pour les droits nationaux des Palestiniens. Nous ne nous faisons pas d'illusions : gagner le prolétariat hébreu à cette perspective ne sera pas une tâche facile. En fait, il faudra probablement la victoire de la révolution socialiste dans l'un ou l'autre des Etats du Proche-Orient pour arracher le prolétariat hébreu au chauvinisme sioniste.

L'Etat sioniste n'est pas seulement une catastrophe pour les Palestiniens - *c'est aussi un piège mortel pour les Juifs*. Aussi longtemps que se perpétue l'oppression sioniste des Palestiniens, les Juifs israéliens continueront à être les cibles de la haine et de la colère de plus de 100 millions d'Arabes qui les entourent. En Israël, 25 % des citoyens vivent dans la pauvreté, et les inégalités de revenus sont plus grandes qu'en Egypte et en Jordanie. La fausse conscience de la religion et du nationalisme - face à un antisémitisme omniprésent - est le ciment qui soude cette société aux multiples fractures.

Il faut arracher les masses ouvrières arabes à l'emprise de l'intégrisme et du nationalisme arabe, et les gagner à une perspective de révolution prolétarienne. Ceci nécessite de forger des partis marxistes révolutionnaires dans tout le Proche-Orient, pour unir le prolétariat - arabe, perse, kurde et hébreu, sunnite et chiite, musulman et chrétien - dans la lutte contre l'impérialisme et contre les sionistes, les mollahs, les colonels, les cheiks et tous les autres régimes capitalistes. Il n'y a pas d'autre voie.

- *Traduit de Workers Vanguard* n° 864, 17 février

A bas la directive antisyndicale Bolkestein !



Grève et manifestation de 10 000 dockers à Strasbourg le 16 janvier contre la directive portuaire. La directive a été repoussée. Parlement européen/REA

Pour la solidarité internationale des travailleurs, à l'Est et à l'Ouest !

Il faut briser les tentatives racistes des patrons de diviser pour mieux régner !

Nous reproduisons ci-après un tract du 6 février de la Ligue trotskyste, diffusé notamment dans les manifestations du 11 et du 14 février à Strasbourg contre la circulaire Bolkestein.

* * *

La directive Bolkestein va droit au cœur de ce qu'est l'Union européenne (UE), près de 15 ans après que la restauration du capitalisme dans l'ex-Union soviétique a signifié une défaite terrible pour les travailleurs, non seulement en Russie et en Europe de l'Est, mais dans le monde entier. L'URSS étant détruite, les puissances impérialistes ne se sentent plus contraintes par la nécessité de s'unir contre l'Union soviétique, et leurs rivalités s'aiguisent. Les impérialistes allemands et français cherchent à utiliser l'UE dans ce monde post-soviétique pour faire passer leurs manœuvres et améliorer leur position dans la concurrence économique avec leurs rivaux américains et japonais – sur le dos de la classe ouvrière. L'élargissement de l'UE en mai 2004 à dix pays de l'ancien bloc de l'Est, où les coûts salariaux sont significativement plus bas, n'a rien à voir avec aider les tra-

vailleurs de ces pays européens plus pauvres à trouver du travail ou une meilleure paie dans l'« Europe sociale » : que cette Europe capitaliste soit soi-disant plus gentille, moins dure, est un mensonge répandu non seulement par les capitalistes français et allemands, mais aussi et surtout par leurs laquais dans les partis sociaux-démocrates et dans les bureaucraties syndicales. Cet élargissement a tout à voir avec l'effort de ces puissances impérialistes pour établir leur propre arrière-cour avec une main-d'œuvre surexploitée à l'Est, et pour lancer de là une attaque en règle contre les syndicats, les salaires et les conditions de travail de *tous* les travailleurs d'Europe.

A bas l'Union européenne, un consortium impérialiste ! A bas toutes les mesures visant à la renforcer et l'étendre !

Pour que les capitalistes puissent vraiment mettre en œuvre leur offensive, il est crucial pour eux de diviser la classe ouvrière selon des lignes nationales et raciales, en essayant de dresser les travailleurs de l'Europe de l'Ouest

contre ceux de l'Est et en alimentant les divisions racistes. Ici en France le mouvement ouvrier doit combattre la persécution des travailleurs et des jeunes d'origine maghrébine que l'on présente comme l'« ennemi intérieur » numéro 1 menaçant la sécurité de la « douce France ». Le dernier épisode en date dans cette croisade est la publication des caricatures racistes tirant un trait d'égalité entre tous les musulmans et les terroristes. Tout cela c'est pour détourner des sangsues capitalistes la colère et l'opposition des travailleurs, ainsi que pour semer la désunion entre eux. Ce poison raciste et chauvin est mortel pour la classe ouvrière. **A bas la « lutte contre le terrorisme » ! A bas Vigipirate !** De même, quand des travailleurs d'Europe de l'Est trouvent un emploi à l'Ouest, les syndicats ici doivent se battre contre les attaques chauvines contre eux et pour obtenir des salaires et des conditions de travail égaux quel que soit l'endroit d'où provient l'entreprise qui les a embauchés. Il faut organiser ces travailleurs dans des syndicats industriels regroupant ensemble tous les travailleurs et défendant les droits des collègues immigrés et des minorités, notamment **pour des salaires et des conditions de travail respectant les conventions collectives et pour des contrats de travail permanents pour tous les travailleurs** et plus généralement **pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici, quelle que soit leur origine.**

Les travailleurs unis ont repoussé la directive portuaire

Les dockers européens ont remporté une victoire à la mi-janvier contre la directive portuaire, qui représentait une tentative de libéraliser les services portuaires de même que Bolkestein veut le faire pour l'ensemble des services publics. Cette victoire montre que la classe ouvrière peut, quand elle est unie, repousser les attaques des patrons. Pendant plus de deux ans les dockers d'Europe se sont battus contre la directive portuaire. Cette année des grèves à Hambourg et dans d'autres ports allemands ont été suivies de grèves en Grèce, en Espagne, en France et en Belgique. Ces grèves montraient l'énorme puissance des dockers qui peuvent stopper le flux des profits pour les patrons. Elles indiquaient quel genre de lutte de classe internationale il faut pour repousser les attaques des bourgeoisies européennes contre les travailleurs. Les mobilisations persistantes et combatives des dockers (ainsi que la désunion des capitalistes eux-mêmes, certains patrons de docks s'opposant aussi à la directive portuaire, pour des raisons protectionnistes car ils craignent l'intrusion de « capital asiatique ») ont permis d'assurer la victoire finale des dockers.

Voyant leur défaite imminente, les impérialistes français ont pris leur revanche de façon préventive en envoyant leurs CRS contre les dockers qui manifestaient à Strasbourg le 16 janvier, deux jours avant le vote de la directive portuaire. Ensuite le chef des CRS s'est vanté des quantités extrêmes de gaz lacrymogène balancées sur les manifestants qui ont également subi des charges au canon à eau et se sont fait tabasser à la matraque. Les policiers ne sont pas des « travailleurs en uniforme », mais les chiens de garde de l'ordre capitaliste. **Flics, hors des syndicats !** Le but de cette attaque brutale, avant le vote sur la circulaire Bolkestein, est d'intimider la classe ouvrière pour l'empêcher de se remettre en grève et de protester pour se défendre. Mais ce qui est tout aussi criminel, c'est le silence des dirigeants syndicaux ici en France contre cette provocation violente de l'Etat, qui contribue également à désarmer et affaiblir la classe ouvrière.

Parmi les treize dockers arrêtés à Strasbourg, tous ont été condamnés en l'espace de 48 heures, et plusieurs ont reçu des peines de prison allant jusqu'à quatre mois. La lourdeur des peines et la nature des inculpations (y compris soi-disant des dommages contre un autobus, un jet de pierres contre le Parlement européen et l'inévitable accusation d'outrage à agent), ainsi que la vitesse à laquelle les condamnations ont été prononcées, ôtant aux travailleurs toute possibilité de vraiment pouvoir se défendre, tout cela rappelle fortement la récente répression et l'emprisonnement de centaines de jeunes, principalement d'origine immigrée, dans toute la France. Leur révolte en novembre a jeté une lumière crue dans le monde entier sur la réalité du capitalisme français raciste. Chirac et Cie essaient d'emballer cela sous couvert de « liberté, égalité, fraternité ». Il n'en est rien : c'est le chômage massif, la pauvreté et la répression incessante et quotidienne des flics que subissent les jeunes d'origine maghrébine et africaine dans ce pays. Là aussi les bureaucrates syndicaux n'ont pas levé le petit doigt pour les défendre, et la première réaction des sociaux-démocrates, du PS au PC, était de demander de « rétablir l'ordre » - c'est-à-dire l'**asservissement** de ces jeunes -, ce qui n'a fait que renforcer la main des patrons pour accroître leurs attaques contre tous les travailleurs, y compris les dockers. **Nous exigeons : Liberté pour les jeunes emprisonnés et qui le sont encore depuis les émeutes de Clichy ! Libération immédiate des dockers emprisonnés ! Levée de toutes les inculpations !** Le fait que les capitalistes ont été enhardis dans leur offensive a déjà pour résultat le projet de contrat première embauche (CPE), qui accroîtrait encore plus la précarité pour les jeunes de la classe ouvrière, et le projet de loi draconien de Sarkozy sur l'immigration. **A bas le CPE ! Pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour repousser le projet de loi sur l'immigration !**

La bureaucratie syndicale prône le partenariat avec sa « propre » bourgeoisie

Pourquoi ce rôle méprisable de la bureaucratie syndicale française à propos de la révolte des jeunes ? Pourquoi son refus de mobiliser la classe ouvrière multietnique de ce pays contre l'emprisonnement des dockers ? Les dirigeants syndicaux reposent sur une couche relativement privilégiée de travailleurs, en bonne partie des hommes français ou d'origine européenne. Ils bénéficient de quelques miettes jetées par les capitalistes et, sur la base de ces privilèges, ils répandent l'illusion que les travailleurs auraient des intérêts communs avec leurs « propres » capitalistes et que donc ils doivent travailler en partenariat avec eux pour renforcer « leur » capitalisme contre ses concurrents étrangers. En réalité la société capitaliste est partout basée sur le même antagonisme fondamental entre les ouvriers et les capitalistes : les capitalistes exploitent les ouvriers pour en extraire leurs profits. Quand les bureaucrates prônent la collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, ils œuvrent à maintenir le système capitaliste en place et sont un obstacle à la lutte pour la libération de l'esclavage salarié, par une révolution ouvrière. Aujourd'hui les bureaucrates de la Confédération européenne des syndicats (CES) appellent à s'opposer à la directive Bolkestein, mais l'année dernière ils avaient fait campagne pour la « Constitution » européenne basée sur la « concurrence libre et non faussée » dont Bolkestein représente simplement l'une des expressions les plus crues.

La directive Bolkestein est une sérieuse menace qu'il faut repousser. Mais en même temps la situation est déjà pire sous certains aspects que l'application stricte de la directive

Bolkestein si elle était adoptée en l'état. Les scandales se multiplient sur des systèmes de sous-traitance en cascade organisés par des sociétés capitalistes françaises majeures, comme France Télécom, les chantiers de l'Atlantique, ou Dumez dans la construction. Au bout de la chaîne on trouve des travailleurs indiens, roumains ou polonais, embauchés dans leur pays d'origine avec des promesses mensongères et ensuite exploités en France dans des conditions relevant pratiquement de l'esclavage. Quand ils se mettent en grève pour recevoir l'argent qui leur est dû, il s'avère souvent que la société qui les avait embauchés était fictive, et la société française donneuse d'ordre leur fait à son tour quelques promesses à une seule condition : qu'ils cessent leur action et quittent le territoire immédiatement. Bien sûr une fois qu'ils sont de retour dans leur pays d'origine respectif, de telles promesses se révèlent être de simples anecdotes à leur épreuve. La circulaire Bolkestein légaliserait et généraliserait ce genre de pratiques, avec quelques garde-fous.

Il est essentiel que les travailleurs français fassent des actions de solidarité avec leurs collègues surexploités d'origine étrangère ou issus de minorités ethniques. C'est essentiel non seulement pour repousser les attaques des patrons contre les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière « externalisée », mais aussi parce que de telles attaques sont utilisées pour rabaisser les salaires et les conditions de travail de tous. On a pu voir une telle action exemplaire sur le chantier du paquebot *Queen Mary 2* le 28 août 2003 quand 600 ouvriers ont débrayé pour protester en défense d'ouvriers roumains. Aujourd'hui des travailleurs polonais sur la centrale électrique EDF de Porcheville (un contrat sous-traité par l'intermédiaire d'Alstom), se battent contre des salaires dérisoires de 400 euros et des conditions de travail bien pires que celles de leurs collègues français. Ces travailleurs sont menacés de se faire renvoyer en Pologne si seulement on les voit parler avec des syndicalistes français dans l'usine. De telles pratiques d'intimidation sont le pain quotidien de l'exploitation capitaliste. Les travailleurs d'origine immigrée en France ont toujours été soumis, et le sont encore, à des menaces de ce type pour empêcher qu'ils se syndiquent pour

lutter contre la discrimination sur le lieu de travail. Mais les mobilisations en défense des travailleurs étrangers et d'origine immigrée sont trop rares parce que la bureaucratie syndicale souvent accepte et même promeut les mêmes divisions qu'alimentent les patrons.

En Irlande les marins de la société Irish Ferries ont occupé en novembre-décembre deux navires pendant trois semaines contre le licenciement de l'ensemble du personnel et son remplacement par des travailleurs venant des pays baltes. La mobilisation a culminé le 9 décembre dans des manifestations dans toute l'Irlande, rassemblant 150 000 personnes dans une *de facto* grève nationale de solidarité. Dans la manifestation de Dublin des travailleurs de la construction portaient des panneaux de leur syndicat qui exigeaient « Travailleurs irlandais, travailleurs immigrés, même syndicat, même combat », et des postiers avaient des panneaux « Dites non au racisme ». Mais les bureaucrates syndicaux chez Irish Ferries ont trahi cette lutte moins d'une semaine plus tard en acceptant l'embauche des travailleurs baltes au salaire minimum irlandais (7,65 euros, contre 3,60 originellement proposés) au lieu du salaire contractuel en vigueur dans cette entreprise. De façon scandaleuse ils ont également accepté une clause de médiation obligatoire pendant trois ans, ce qui revient à une clause de non-grève, et aussi que les patrons pourront continuer à « externaliser » des emplois, autrement dit remplacer les travailleurs syndiqués par des travailleurs non syndiqués – tout cela au bout du compte dans l'intérêt du capitalisme irlandais (voir le tract de nos camarades irlandais et l'article parus dans le journal de notre section sœur en Grande-Bretagne, *Workers Hammer*, hiver 2005-2006). C'est non seulement criminel vis-à-vis des collègues immigrés, c'est suicidaire pour le syndicat et pour la défense de la classe ouvrière dans son ensemble contre les patrons.

La servilité de la bureaucratie syndicale vis-à-vis de ses maîtres capitalistes s'exprime dans son chauvinisme national. Maintenant ici ils volent au secours de leurs « propres » capitalistes franco-européens comme Arcelor contre l'anglo-indien Mittal Steel, qui a bâti son empire sur le dépeçage de la sidérurgie d'Union soviétique et d'Europe de l'Est en résultat de la contre-révolution capitaliste. Mais cependant on n'entendra pas un murmure de protestation de la part de ces mêmes bureaucrates syndicaux français contre le fait que leurs « propres » capitalistes français sont aujourd'hui les principaux exploités étrangers en Pologne, où ils s'activent à « dégraisser » en jetant au chômage des milliers de travailleurs et en diminuant les salaires, ce qui ensuite leur sert à s'en prendre aux salaires des travailleurs en France. Face à l'impact dévastateur de la contre-révolution internationalement, qui a conduit à une mobilité accrue des travailleurs en Europe ainsi qu'à une plus grande émigration dans les anciennes colonies de la France, une direction révolutionnaire des syndicats considérerait comme une tâche stratégique de forger l'unité internationale des travailleurs et de combattre le racisme.

La gauche française, que ce soit le PCF, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou Lutte ouvrière (LO), a, à des titres divers, soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne et la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et en URSS. Nous avons au contraire lutté pour une Allemagne rouge des conseils au cours du début de révolution politique à la fin de 1989 en RDA, ainsi que contre la réunification capitaliste. Ensuite nous nous sommes battus contre la restauration du capitalisme dans l'ex-Union soviétique par Bush

Série de cours marxistes

- Cours 1** A bas la collaboration de classes –
La classe ouvrière et la bourgeoisie,
deux classes antagonistes
Jeudi 13 avril, 19h30
- Cours 2** Il faut renverser l'Etat capitaliste
raciste par une révolution ouvrière !
Jeudi 27 avril, 19h30
- Cours 3** Le communisme et la dictature du
prolétariat
Jeudi 11 mai, 19h30

**Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro Rue des Boulets)**

Pour tout renseignement et pour les lectures,
nous contacter au 01 42 08 01 49

père et Eltsine. Et aujourd'hui nous poursuivons cette lutte en défendant les acquis de la Révolution de 1949 en Chine. Nous luttons pour une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucrates dont la politique mine l'Etat ouvrier déformé.

Le PCF et la LCR servent de couverture de gauche au prochain « front populaire » bourgeois

L'appel à la manifestation du 11 février contre la directive Bolkestein signé par SUD, PCF, LCR, etc. (voir *Rouge*, 26 janvier), appelle Chirac à sonner la charge contre Bolkestein. Cet appel fait ouvertement la promotion de la collaboration de classes et suggère que l'on peut faire pression sur Chirac, le chef de l'impérialisme français, pour qu'il fasse ce qu'il faut et agisse dans l'intérêt de la classe ouvrière :

« Le président de la République française, qui avait pourtant annoncé que ce projet était enterré, est aujourd'hui mis devant ses responsabilités. Il doit tenir ses engagements et agir pour que cette directive ne voie pas le jour. Nous appelons les citoyens à interpellier le gouvernement français pour que cette promesse soit tenue. »

Les « engagements » et « promesses » de Chirac ? N'a-t-il pas récemment fait campagne pour la « Constitution » européenne dont la directive Bolkestein est une expression ? N'a-t-il pas récemment pris l'« engagement » envers les « citoyens » iraniens de bombarder leur pays avec des armes nucléaires au cas où les Iraniens oseraient seulement « envisager » de se doter de moyens de défense sérieux ? Le principal danger qui menace l'humanité, ce n'est pas les soi-disant « Etats voyous », mais les impérialistes qui dominent le monde, que ce soit les impérialistes américains qui ont déjà utilisé la bombe atomique ou les bouchers français de la guerre d'Algérie et parrains du génocide de 1994 au Rwanda. Sans donner une once de soutien politique au régime théocratique d'Iran, ennemi avéré des femmes, des travailleurs et des minorités de ce pays, nous défendons le droit de l'Iran à posséder des armes nucléaires, qui sont le seul garant de souveraineté nationale dans le monde aujourd'hui. **USA, ONU, France, bas les pattes devant l'Iran ! L'Iran a besoin de bombes atomiques pour se défendre contre une attaque impérialiste ! A bas la force de frappe impérialiste française !**

Les signataires de l'appel à la manifestation du 11 février contre Bolkestein se prosternent devant Chirac, mais leur projet politique est de préparer la voie à un nouveau gouvernement « de gauche » en 2007. Mais les projets du PS pour gérer le capitalisme français sont en tout point similaires à ceux de la droite – d'ailleurs les lois racistes de Sarkozy ne sont qu'une variation sur le thème de lois comme celle sur la « Sécurité quotidienne » adoptées sous le gouvernement Jospin-Bufferet. Tout le monde sait que le PS avait fait campagne pour la « Constitution » européenne, mais ce que l'on sait moins c'est que la directive Bolkestein avait été adoptée par la Commission européenne dans sa première mouture, encore pire que celle soumise aujourd'hui à la discussion, avec le vote de Pascal Lamy, militant du Parti socialiste sélectionné par Jospin à l'époque pour être commissaire européen, et aujourd'hui à la tête de l'OMC.

Dans ce contexte le rôle du PCF et de la LCR est de se positionner comme étant les « antilibéraux » les plus à gauche essayant de donner à ce bloc pourri un vernis combatif. Même une candidature commune de la « gauche de la gauche » ne serait elle aussi qu'un moyen de pression sur le PS pour essayer de le faire bouger vers la « gauche » et essayer

de le mettre « à l'écoute » des travailleurs. Cela n'aurait rien à voir du tout avec ce qu'il faut pour remporter des acquis durables pour les travailleurs – la lutte pour renverser le système capitaliste et un parti ouvrier dévoué à ce but.

Un nouveau gouvernement « de gauche » serait un nouveau gouvernement pour administrer le capitalisme. Ce serait un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire basé sur une alliance entre des partis « ouvriers-bourgeois » comme le PS et le PCF, qui ont une base dans la classe ouvrière et les syndicats, mais une direction pro-capitaliste, et des partis ouvertement capitalistes comme les chevènementistes chauvins, les Radicaux de gauche et les Verts. De telles alliances se font nécessairement sur un programme pro-capitaliste. Un front populaire pratiquerait le même genre de politique que l'austérité anti-ouvrière et le racisme d'un Mitterrand ou d'un Jospin (ou au Brésil d'un Lula, dans le gouvernement duquel on trouve depuis trois ans Miguel Rossetto, un camarade de parti de Besancenot), parce qu'*il n'y a pas d'autre manière de gérer le capitalisme que de chercher à relever le taux de profit en s'attaquant aux travailleurs et aux opprimés.*

Si l'on veut défendre les acquis ouvriers il est essentiel de stopper la collaboration avec la classe capitaliste dont les intérêts vont à l'encontre de ceux des travailleurs. Les réformistes de la LCR font exactement le contraire en ramenant les travailleurs derrière des illusions qu'à travers l'union dans les luttes on peut construire une alternative avec des sociaux-démocrates et politiciens capitalistes « de gauche » qui soit moins anti-ouvrière que le gouvernement de Jospin (voir nos articles dans *le Bolchévick*, décembre 2005).

LO a sa propre manière de collaborer avec la bourgeoisie française, qui sert le même but que le front-populisme ouvert de la LCR. En novembre dernier, au lieu d'appeler le mouvement ouvrier à défendre les jeunes des banlieues, couche particulièrement opprimée et exploitée, Lutte ouvrière a signé au plus haut de la révolte un appel demandant aux flics de Sarkozy de « faire cesser les violences », c'est-à-dire de rétablir l'ordre. (L'appel disait : « Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre, qui doit s'inscrire dans un cadre strictement légal et ne pas conduire à des surenchères, ne saurait être la seule réponse. » Voir *Lutte de classe*, février.) Et comme si ce n'était pas assez, leur dirigeant Robert Barcia (alias Roger Girardot) s'est ensuite mis lors du récent congrès de LO en décembre à minimiser de façon grotesque cette trahison en la caractérisant d'« ânerie bien sûr, mais mineure » (*Lutte de classe*, février). Allez dire cela aux centaines de jeunes emprisonnés ! Les fréquentes prétentions de LO à se trouver à la gauche du marais PS-PC-LCR se sont à nouveau révélées sans fondement au cours de la révolte des jeunes, exactement de même qu'avec le soutien de LO aux exclusions racistes par l'Etat des jeunes femmes voilées hors des écoles.

Il faut rompre avec le cycle infernal des gouvernements de front populaire qui démobilisent et démoralisent les travailleurs en attaquant la classe ouvrière et les opprimés, et qui ensuite pavent la voie au retour de la droite. Pour en finir une bonne fois pour toutes avec ce système pourri d'exploitation, il faudra une révolution socialiste ; il faudra établir un gouvernement ouvrier expropriant les capitalistes et réorganisant l'économie d'une façon planifiée et centralisée selon les intérêts et les besoins de la grande majorité. **Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique et internationaliste ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !** ■

Venezuela...

Suite de la page 4

part toujours pas), il n'y a pas une affirmation de ce passage qui ne soit erronée ou trompeuse. Nous traiterons plus tard dans cet article de l'idée que « la direction de la Révolution cubaine » devrait être un exemple pour les révolutionnaires d'Amérique latine. Contentons-nous pour l'instant de montrer que la comparaison entre Cuba sous Castro et le Venezuela de Chávez déforme grossièrement la réalité. Quand l'armée rebelle de Castro est entrée dans La Havane le 1^{er} janvier 1959, l'armée bourgeoise et ce qui restait de l'appareil d'Etat capitaliste, sur lesquels s'appuyait le dictateur Batista (soutenu par les Etats-Unis), se sont effondrés comme un château de cartes. Au moment où Castro, en 1961, proclama que Cuba était « socialiste », la bourgeoisie cubaine et les impérialistes américains avaient tous fichu le camp, suivis par leurs sbires de la CIA et de la mafia, tandis que la moindre parcelle de propriété capitaliste avait été expropriée, jusqu'au dernier marchand de glaces. Ce qui a été créé à Cuba, c'est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Au



Joseph P. Kennedy II porte un tuyau à fuel domestique, lançant le programme qui consiste à fournir du fuel vénézuélien bon marché aux résidents à bas revenus au Massachusetts, tel que décrit dans la publicité ci-dessus.

contraire, Chávez, lui, *a pris la tête* d'un Etat capitaliste, et c'est un Etat capitaliste qu'il dirige aujourd'hui ; la bourgeoisie vénézuélienne est bien vivante et les impérialistes continuent leurs fructueuses affaires avec le Venezuela, même si la Maison Blanche enchaîne menaces et provocations.

Si Chávez est arrivé au pouvoir, c'est surtout pour « résoudre le problème » de la diminution des profits issus de l'exploitation pétrolière, l'âme de la bourgeoisie vénézuélienne. Il a immédiatement pris des mesures pour mettre au pas les syndicats des ouvriers du pétrole et pour rendre l'industrie pétrolière d'Etat plus efficace, tout en faisant pression sur le cartel des pays producteurs de pétrole, l'OPEP, pour augmenter les prix. C'est pour ce type d'efforts et pour assurer la stabilité politique que Chávez était au début *soutenu* par la plus grande partie de la bourgeoisie, en particulier par ses anciens camarades du haut commandement militaire qui ont joué un rôle clé pour le remettre au pouvoir après le coup d'Etat de 2002. Chávez a récupéré une partie des énormes profits générés par la hausse des prix du pétrole pour financer une série de mesures sociales : il a multiplié par trois le budget de l'enseignement, mis en place des cliniques gratuites et des programmes de distribution gratuite de nourriture pour les

pauvres, etc. Cependant le but ultime de ces mesures n'est pas de réaliser une révolution sociale, mais bel et bien de *l'empêcher*, en attachant plus fermement les masses déposées à l'Etat vénézuélien.

L'oligarchie vénézuélienne, à 100 % blanche, peut bien détester autant qu'elle le veut cet officier subalterne, ce parvenu qui s'enorgueillit de ses origines *zambo* (un métissage africain et indigène) ; il n'en demeure pas moins que Chávez sert les intérêts de la bourgeoisie de Caracas et, à travers cette classe, de l'impérialisme mondial. Tout en parlant de « la nervosité qui règne dans les conseils d'administration » quant aux politiques populistes du régime, un article du *New York Times* du 3 novembre 2005 intitulé « Chávez relooke le Venezuela avec le "socialisme du XXI^e siècle" » rapporte sobrement : « Jusqu'ici il n'y a pas eu d'exode notable des compagnies étrangères opérant au Venezuela. Le prix du brut permet aux compagnies pétrolières et aux banques de réaliser des profits record tout en inondant le pays, cinquième exportateur mondial, de pétro-dollars. »

Lors de son discours de Porto Alegre, Chávez s'est empressé de rassurer la bourgeoisie vénézuélienne et ses chaperons impérialistes qu'il ne s'agit pas « de cette espèce de socialisme que nous avons vu en Union soviétique », c'est-à-dire une économie collectivisée et planifiée fondée sur le renversement du pouvoir capitaliste – qu'il a dénoncé comme un « capitalisme d'Etat » et comme une « perversion ». Il a précisé très clairement que son amitié avec le leader cubain ne s'étend pas à son économie collectivisée : « Cuba suit sa propre voie, le Venezuela suit la sienne. » Il a exalté le Brésil de Lula, auquel il s'est identifié : Lula, qui fut populiste, applique désormais les mesures d'austérité dictées par les impérialistes. En résumé, ainsi que Chávez l'a déclaré dans son émission télévisée *Aló Presidente* le 22 mai 2005, sa vision du « socialisme du XXI^e siècle » n'est « en contradiction ni avec les entreprises privées, ni avec la propriété privée ».

C'est vrai ! Et tant que la propriété privée capitaliste dominera, les masses resteront soumises à l'exploitation et à l'oppression, et le développement économique sera subordonné aux diktats du marché capitaliste mondial, en particulier des monopoles pétroliers impérialistes. Il ne peut y avoir d'amélioration continue du sort des pauvres à la ville comme à la campagne sans l'écrasement de l'ordre social capitaliste qui doit mener, par une série de révolutions prolétariennes dans le monde entier, à un ordre mondial sans classes, dans lequel toute forme d'exploitation et d'oppression aura été éliminée.

Trotsky et la révolution permanente

C'est cette compréhension qui était au cœur de la Révolution d'octobre 1917. Dirigés par Lénine et Trotsky, les travailleurs de Russie – organisés sur la base de leurs propres intérêts de classe dans des conseils ouvriers démocratiquement élus (les soviets) – ont balayé l'Etat capitaliste et l'ont remplacé par un Etat ouvrier. Sous la direction des bolchéviks, les ouvriers se sont mis à la tête de tous les opprimés, en particulier l'énorme armée de paysans pauvres et sans terre ; de plus ils voyaient leur révolution comme le coup d'envoi d'une lutte nécessairement internationale du mouvement ouvrier contre la tyrannie du capital.

Nous sommes loin de ce qui s'est passé lors de la Révolution cubaine ! Là, le Mouvement du 26 Juillet de Castro était composé d'une guérilla paysanne et d'intellectuels petits-bourgeois déclassés qui s'étaient détachés de la bourgeoisie



Glinn/Magnum

L'armée rebelle de Castro entre à La Havane, à Cuba, lors du Nouvel An de 1959.

tout en étant indépendants du prolétariat. Dans des conditions normales, les rebelles castristes auraient marché sur les traces d'innombrables mouvements similaires en Amérique latine, ne maniant une rhétorique démocratique radicale que pour permettre à la bourgeoisie de reprendre le contrôle. Le gouvernement petit-bourgeois de Castro ne fut capable de briser les relations de propriété bourgeoise que grâce à un concours de circonstances exceptionnel : l'absence de la classe ouvrière en tant que prétendante à part entière au pouvoir, l'encercllement par des impérialistes hostiles et la fuite de la bourgeoisie nationale, et enfin la bouée de sauvetage jetée par l'Union soviétique.

L'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique fut cruciale. C'est lui qui apporta à Cuba une assistance économique et une protection militaire pour garder à distance le requin impérialiste, qui n'est qu'à 150 km de l'île. A la différence de l'Union soviétique, où le programme révolutionnaire et internationaliste originel avait été foulé aux pieds par une bureaucratie conservatrice et nationaliste qui usurpa le contrôle politique aux ouvriers en 1923-1924, l'Etat ouvrier cubain était bureaucratiquement déformé dès sa naissance.

En renversant le pouvoir capitaliste, la Révolution cubaine a mis un terme au pillage de l'île par les impérialistes et la bourgeoisie locale. Comme pour l'Etat ouvrier dégénéré soviétique lorsqu'il existait, nous appelons à la défense militaire inconditionnelle de Cuba et des autres Etats ouvriers déformés qui restent – la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam – contre la contre-révolution interne et l'agression impérialiste. C'est la bureaucratie stalinienne castriste qui sape la défense de Cuba, en particulier lorsqu'elle caresse dans le sens du poil et fournit une couverture « révolutionnaire » à toutes sortes de régimes capitalistes anti-ouvriers. Ainsi que nous le disons dans la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » de la Ligue communiste internationale (*Spartacist* édition française n° 32, automne 1998) :

« Dans les circonstances historiques les plus favorables qui puissent se concevoir, la paysannerie petite-bourgeoise n'a été capable de créer qu'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, c'est-à-dire un Etat de même ordre que celui qui a émergé de la contre-révolution politique de Staline en Union soviétique, un régime antiouvrier qui a bloqué les possibilités d'extension de la révolution sociale en Amérique latine et en Amérique du Nord, et qui a empêché Cuba d'aller plus avant vers le socialisme. Pour mettre la classe ouvrière au pouvoir politique et ouvrir la voie au développement socialiste il faut, en plus, une

révolution politique dirigée par un parti trotskyste. Etant donné que l'Etat ouvrier soviétique dégénéré a été détruit et que par conséquent il n'y a plus de puissance vers qui se tourner face à l'encercllement impérialiste, l'étroite ouverture historique dans laquelle les forces petites-bourgeoises ont pu renverser le régime capitaliste local s'est refermée, ce qui met en relief la perspective trotskyste de la Révolution permanente. »

D'après la théorie de la révolution permanente, formulée par Trotsky et dont la justesse a été vérifiée par la Révolution russe, dans les pays où le capitalisme a émergé tardivement, les tâches historiquement associées aux révolutions démocratiques-bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles ne peuvent être réalisées qu'avec le prolétariat au pouvoir. Peu importe combien radicaux sonnent les discours de leurs représentants politiques ; les bourgeoisies des pays arriérés sont trop faibles, elles craignent trop leur prolétariat

en plein essor, elles sont trop dépendantes de l'ordre impérialiste pour pouvoir résoudre les problèmes de la démocratie politique, de la révolution agraire et pour assurer leur développement national indépendant.

Il n'est guère étonnant que le démagogue capitaliste Chávez idolâtre, à sa manière, Simón Bolívar, un homme que Karl Marx décrivait dans une lettre de février 1858 à Friedrich Engels comme « le coquin le plus lâche, le plus infâme, le plus misérable [...] ». Dans la contribution qu'il a écrite pour *la Nouvelle encyclopédie américaine* de 1858, Marx montre clairement comment le père fondateur du nationalisme latino-américain incarnait beaucoup des caractéristiques des bourgeoisies semi-coloniales d'Amérique du Sud ayant émergé tardivement. Il était vénal, corrompu, lâche et autoritaire. Il abandonna à plusieurs reprises ses troupes en plein combat, poignarda ses camarades dans le dos et il s'appuya sur l'impérialisme britannique pour ses victoires. Lors de son premier triomphe en 1813, il s'est fait rendre un hommage public, transporté dans un carrosse tiré par douze jeunes femmes des meilleures familles de Caracas, et s'est autoproclamé « dictateur et libérateur des provinces occidentales du Venezuela ».

Les « marxistes » bolivariens de la TMI font marcher la révolution permanente sur la tête en argumentant que si une formation bourgeoise s'engage *réellement* à lutter pour la



Reuters

Hugo Chávez embrasse Fidel Castro à Ciudad Bolívar, au Venezuela, en 2001.

démocratie, elle peut d'une manière ou d'une autre surmonter ses limitations historiques pour réaliser non seulement la démocratie, mais même le socialisme. Ainsi le porte-parole de la TMI Jorge Martín écrit que « L'idée centrale de la révolution permanente est que dans les pays coloniaux ou anciennement coloniaux, la lutte pour les tâches démocratiques-bourgeoises, si elle est menée à bien, doit conduire (d'une manière ininterrompue ou permanente) à la révolution socialiste. » L'essence programmatique de la révolution permanente est la lutte pour l'*indépendance de classe du prolétariat* vis-à-vis de toutes les ailes de la bourgeoisie semi-coloniale, quelles que soient leurs prétentions « progressistes » ou « anti-impérialistes ». Cette lutte ne peut être réalisée qu'à travers la construction d'un parti ouvrier internationaliste et révolutionnaire en opposition à toutes les variantes de nationalisme bourgeois.

Réforme contre révolution

La tâche des marxistes est d'arracher au régime de Chávez son masque « socialiste », de mettre en garde les travailleurs contre le fait qu'il représente l'ennemi de classe. Si les concurrents opportunistes de la TMI ne se contentent pas de lui lécher les bottes et de baver devant sa « révolution bolivarienne », ils ne rejoignent pas moins la TMI en dépeignant le caudillo au verbiage gauche comme un allié potentiel de la classe ouvrière, quoique partial et peu fiable. Par exemple, le Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe, basé au Royaume-Uni [la Gauche révolutionnaire en France], chante les louanges de Chávez car il a lancé un « débat sur le développement du socialisme » qui est « crucial pour l'approfondissement de la révolution vénézuélienne », mais il se plaint que « malheureusement » Chávez « n'a pas la perspective d'étendre une révolution socialiste à d'autres [!] pays d'Amérique latine » (dans « Venezuela : le socialisme de nouveau à l'ordre du jour », 6 octobre 2005).

Jetons maintenant un coup d'œil sur la Ligue pour la cinquième internationale (L5I), rassemblée autour du groupe britannique Workers Power [Pouvoir ouvrier, disparu en France], qui intitule un chapitre de son livre *Anticapitalisme : un guide rudimentaire du mouvement anticapitaliste* (2005) : « Hugo Chávez : un nouveau dirigeant pour le mouvement anticapitaliste ? » En polémiquant contre les admirateurs des zapatistes mexicains, qui croient qu'il est possible de réaliser des changements sociaux sans prendre le pouvoir, la L5I écrit :

« Au moins Chávez montre qu'on ne peut pas obtenir de véritables réformes en suppliciant, ce qui n'a guère apporté de résultats aux paysans mexicains, mais qu'on les obtient plutôt en prenant le pouvoir dans ses propres mains. La faute de Chávez tient à ce qu'il refuse de détruire tous les éléments de l'Etat vénézuélien qui entravent et font échouer le progrès, en premier lieu la justice et la police. »

Chávez ne détruira pas ces agences de répression qui sont le noyau de l'Etat bourgeois – l'institution judiciaire, la police, le système carcéral et, « en premier lieu », l'armée – parce qu'il *gère* l'Etat bourgeois. Balayer la dictature du capital au Venezuela, c'est balayer le régime bourgeois par la révolution *prolétarienne*, et non réprimer le tyran capitaliste comme si c'était un apprenti sorcier. En effet, ainsi que s'en plaignent ses adeptes de gauche, Chávez n'a même pas purgé son armée et sa police des nombreux récalcitrants, comme cela se produit habituellement après un coup d'Etat en Amérique latine.

Sous son vernis de rhétorique pseudo-léniniste, la L5I se fait l'avocat du réformisme social-démocrate le plus pur,

c'est-à-dire de l'idée que l'Etat bourgeois n'a pas besoin d'être écrasé sur l'enclume de la révolution prolétarienne, mais qu'il peut être réformé pour devenir un instrument de transformation sociale. En Grande-Bretagne, la mère patrie de Workers Power, cela a pris historiquement la forme d'une loyauté servile à l'égard du Parti travailliste (dans lequel le groupe britannique de la TMI reste par ailleurs profondément enfoui). Au Venezuela, cela signifie jeter aux oubliettes le fait que l'homme fort populiste Chávez est l'ennemi de la lutte prolétarienne pour le socialisme.

Populisme, néolibéralisme : les deux faces d'une même médaille

Pour bien comprendre la popularité de Chávez et de sa « révolution bolivarienne » parmi les jeunes militants de gauche idéalistes – et parmi les vieux opportunistes roublards – il faut se rappeler que nous vivons dans le contexte de la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. Pour ces jeunes radicaux, gavés par plus d'une décennie de propagande sur la « mort du communisme » aussi bien de la part de la droite que de la « gauche », la révolution d'Octobre est bien souvent une « expérience ratée ». De même, ils rejettent la compréhension marxiste que seule la classe ouvrière peut mener la révolution sociale contre l'ordre capitaliste. De plus, il y a une confusion entre le capitalisme dans son ensemble et un ensemble particulier de politiques économiques connues sous le nom de « néolibéralisme » – privatisation généralisée des services publics, destruction des programmes de protection sociale, expansion impérialiste sans limite.

L'histoire récente du Venezuela démontre amplement que le néolibéralisme et le populisme ne sont que l'avvers et le revers d'une même médaille, parfois mis en œuvre par le même régime bourgeois à des époques différentes. Il en est ainsi d'Andrés Pérez, leader d'Action démocratique (AD), dont on se souvient comme le président qui nationalisa le pétrole et le charbon au milieu des années 1970 autant que comme celui qui fit découvrir aux Vénézuéliens les traitements de choc du FMI. AD se gargarisait de rhétorique social-démocrate et contrôlait la très corporatiste fédération syndicale CTV. Portée par la hausse des revenus du pétrole dans les années 1970, la bourgeoisie avait amassé une énorme richesse. En même temps, AD et le parti pro-catholique bourgeois COPEI, qui fut à diverses périodes aussi bien son rival que son partenaire, se trouvaient à la tête de l'Etat où les ouvriers avaient les plus hauts salaires de toute l'Amérique latine, où les produits alimentaires, les transports, l'éducation, la santé et autres besoins vitaux étaient subventionnés et un contrôle des prix touchait de nombreux domaines.

Mais dans les années 1980, le boom pétrolier s'effondra, et la bombe à retardement que représentait l'énorme dette contractée envers les impérialistes explosa, entraînant dégringolade du niveau de vie des travailleurs, coupes sombres dans les services sociaux et autres mesures d'austérité draconiennes. La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté doubla quasiment entre 1984 et 1995, passant de 36 % à 66 %. Comme l'industrie périlait, de nombreux ouvriers autrefois syndiqués et de paysans sans terre furent contraints de se reconverter dans l'« économie informelle » à bas salaires, essayant de vivre comme vendeurs de rue, serveurs, travailleurs temporaires, etc. Le taux de syndicalisation chuta de 26,4 % à 13,5 %, faisant de la CTV la chasse gardée d'une couche relativement privilégiée de travailleurs du pétrole et d'autres secteurs publics.



Rochkind/Polaris



Prensa Presidencial

La fabrique d'aluminium d'Etat Alcasa, où les travailleurs élisent certains managers et directeurs. A droite : Chávez avec des ouvriers de l'usine de papier Invepal, après la nationalisation en janvier 2005 de la société en faillite. Les plans de « cogestion » contribuent à maintenir l'ordre bourgeois.

En 1989 Pérez introduisait son *paquetazo*, le « gros paquet » de mesures d'austérité, provoquant en retour le *Caracazo*, des manifestations de masse qui furent violemment réprimées. Le livre *les Politiques vénézuéliennes à l'ère Chávez* (éd. Steve Ellner et Daniel Hellinger, 2003) contient un essai de Kenneth Roberts, qui écrit :

« La combinaison de la polarisation sociale et d'une certaine indifférence politique s'est montrée hautement inflammable après 1989, alors que les Vénézuéliens s'en prenaient à l'establishment politique et jetaient leur dévolu sur toute une série de leaders indépendants et de partis de protestation. A la fin des années 1990, un désabusement généralisé produit une vague de soutien pour un outsider politique achevé : un ancien commandant parachutiste qui a enflammé l'imagination populaire en dirigeant une tentative manquée de coup d'Etat contre un régime démocratique discrédité. »

Ce sont là des conditions tout à fait classiques qui permettent l'émergence d'hommes forts populistes tels que Chávez.

Le mexicain Lázaro Cárdenas est un autre exemple de nationaliste populiste latino-américain. Il nationalisa les compagnies pétrolières étrangères et procéda à des distributions de terres significatives aux paysans dans les années 1930. Cela ne l'empêcha pas de briser des grèves et de se subordonner la classe ouvrière via la très corporatiste fédération ouvrière CTM. Trotsky écrit dans un article de mai 1939 intitulé « Industrie nationalisée et administration ouvrière » :

« Dans les pays arriérés sur le plan du développement industriel, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la relative faiblesse de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Cela crée pour le pouvoir d'Etat des conditions particulières. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement fort.

« Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste nettement marqué. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il ne peut gouverner que soit en se faisant l'instrument du capitalisme étranger et en tenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions, obtenant ainsi la possibilité d'une liberté relative vis-à-vis des capitalistes étrangers. »

Le bonapartisme au Venezuela

Au Venezuela, le fondateur d'AD, Rómulo Betancourt, gouvernait dans les années 1940 en association avec les mili-

itaires ; il purgea les communistes des syndicats, tout en parlant de socialisme ; il avait transformé la CTV en un servile appendice corporatiste d'AD. Chávez suit le même scénario en produisant des réformes sociales dont le but est de consolider une base de soutien parmi les masses pauvres. Son objectif était d'utiliser cette base comme un bélier non seulement contre ses ennemis dans l'oligarchie, mais aussi et surtout contre la fédération ouvrière CTV, dont les plus hauts dirigeants, en plus de faire partie d'AD, étaient aussi liés à la CIA via la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO aux Etats-Unis. Derrière son cri de guerre, « démocratiser » la CTV, Chávez cherche à mettre les syndicats à sa botte. Devenu président en 1998, il a déclaré que la CTV « doit être démolie », et il a tenté deux ans plus tard, sans succès, de l'abattre via un référendum antisynicats. De leur côté, les bureaucraties syndicales de la CTV, pro-impérialistes notoires, se sont rangées aux côtés des magnats du pétrole et autres secteurs anti-Chávez de la bourgeoisie et de l'armée lors de leur coup d'Etat manqué en 2002, puis lors de la longue grève/lock-out de l'industrie pétrolière qui démarra plus tard cette année-là.

En avril 2003, la Force bolivarienne des travailleurs (FBT), membre de la CTV, ainsi que d'autres bureaucrates syndicaux *chavistas* [pro-Chávez] créèrent une nouvelle fédération syndicale sous l'égide du gouvernement. L'Unión Nacional de Trabajadores (UNT - Union nationale des travailleurs) négocia 76,5 % des conventions collectives signées en 2003-2004 contre tout juste 20 % pour la CTV selon les chiffres du ministre du Travail de Chávez. L'UNT a maintenant conquis les faveurs de l'Organisation internationale du travail des Nations Unies et des dirigeants pro-impérialistes du Congrès des syndicats (TUC) britanniques. Toute la pseudo-gauche mondiale s'enthousiasme à son propos, y compris des groupes qui se laissent aller à de tièdes critiques de Chávez lui-même. Ceux-là saluent en particulier les occupations d'usines occasionnelles et les appels de l'UNT à la « cogestión » (qu'ils font faussement passer pour du « contrôle ouvrier ») comme la preuve que la « révolution bolivarienne » n'est pas que le produit d'une politique gouvernementale, mais est menée par la lutte de la classe ouvrière à la base de la société vénézuélienne.

Le journal de l'International Socialist Organization (ISO) américaine, *Socialist Workers*, rapporte en s'extasiant que

les dirigeants de l'UNT ont appelé à « la formation d'un parti ouvrier de masse qui puisse se battre pour la révolution socialiste au Venezuela ». Prenant une pose un peu plus critique, l'Internationalist Group (IG) écrit dans *The Internationalist* (septembre-octobre 2005) : « L'UNT a adopté un langage socialiste et critique même les plans gouvernementaux de "cogestion", en appelant au "contrôle ouvrier". Cependant pas un seul des principaux secteurs de l'UNT n'a adopté un programme révolutionnaire pour préparer la révolution socialiste. Ils cherchent plutôt à faire pression de la gauche sur le gouvernement Chávez. » Plaisante manière de décrire une fédération syndicale créée sous la tutelle de ce même gouvernement, surtout venant de l'IG !

On ne s'en douterait pas à la lecture de ce dernier article, mais l'IG chantait une tout autre chanson en novembre 2000, dans un article intitulé « Contre Chávez, la Bourse et le FMI - Venezuela : Mobilisez la puissance ouvrière pour faire échec au référendum antisyndicats ! » Cet article, publié en espagnol sur le site Internet de l'IG, dépeint le populiste vénézuélien comme un simple laquais de la Bourse de Caracas et des impérialistes, tout en minimisant les dangers d'une intervention impérialiste US et les liens organiques de la CTV avec la très bourgeoise AD et ses connexions historiques avec les fronts « ouvriers » de la CIA en Amérique latine.

Ce qui sautait aux yeux à l'époque, c'était que l'IG ne décrivait pas la CTV comme corporatiste, omission d'autant plus remarquable que c'est cet argument qui lui servait de justification pour ne pas défendre la fédération ouvrière mexicaine CTM contre les attaques du gouvernement. Nous faisons alors observer : « Etant donné que, du Mexique à Porto Rico et au-delà, l'IG a l'habitude de s'aligner derrière les nationalistes "anti-impérialistes", on aurait pu s'attendre à ce qu'il caresse Chávez, le nationaliste-populiste, dans le sens du poil » (« L'IG et le Venezuela : le drôle de tandem auquel vous conduit l'opportunisme », *Workers Vanguard* n° 787, 20 septembre 2002). Maintenant qu'il a bien senti d'où vient le vent, l'IG fait la course pour se placer sur le flanc gauche du fan club de la révolution bolivarienne. Et pour cela il expédie la CTV à la poubelle.

Les dirigeants de l'UNT présentent sans aucun doute une façade plus radicale que ceux de la CTV, liée à la CIA, mais ils n'en sont pas moins liés, pour leur part, au gouvernement capitaliste. Un reportage en ligne de Jorge Martín (www.handsoffvenezuela.org, 26 septembre 2005) raconte qu'en septembre l'UNT et la FBT ont organisé un « atelier d'éducation politique » à Caracas « avec la collaboration du ministre du Travail ». Une résolution qui fut adoptée à cette occasion parlait de « la lutte historique pour l'émancipation de la classe ouvrière », du « socialisme comme l'espoir de toutes les classes opprimées du monde » et de la nécessité d'exproprier les moyens de production. En prélude à cette prose passionnée, il y eut la promesse abjecte de « ratifier le rôle dirigeant de notre président Hugo Chávez Frias dans cette révolution démocratique et participative ». En l'absence du combat pour l'indépendance complète et inconditionnelle du prolétariat vis-à-vis de l'Etat capitaliste et de ses partis politiques, tout discours sur la révolution socialiste et le parti ouvrier de masse ne sont que des paroles en l'air.

L'arnaque de la « cogestión »

En criant sur tous les toits son admiration pour cette arnaque qu'est la « cogestión », présentée par Chávez et l'UNT comme le « contrôle ouvrier », la gauche réformiste aide l'Etat capitaliste à resserrer son étau autour du mouve-



Viktor Bulla

La classe ouvrière au pouvoir : les ouvriers de l'usine Poutilov se réunissent pour élire les représentants au soviet de Pétrograd, en 1920.

ment ouvrier vénézuélien. Aux Etats-Unis, le Workers World Party exulte que « les travailleurs prennent le contrôle au Venezuela » : « Partout aujourd'hui au Venezuela les travailleurs développent sans cesse de nouvelles formes d'organisations ouvrières. Là ils s'emparent des usines, ici ils expérimentent la cogestion. Les travailleurs remettent en cause les vieilles relations de classe et prennent conscience de leur rôle historique collectif dans la lutte pour le socialisme » (*Workers World*, 5 mai 2005).

Dans la terminologie marxiste, le contrôle ouvrier n'est pas une institution ni une exigence dont on peut confier la réalisation à la bourgeoisie. C'est une situation de double pouvoir dans le système de production lors d'une crise révolutionnaire, c'est-à-dire quand les ouvriers ont le pouvoir d'opposer leur veto aux décisions de gestion qu'ils n'approuvent pas. Elle ne peut prendre fin que si les ouvriers prennent le pouvoir d'Etat par la révolution socialiste ou si les capitalistes réaffirment leur pouvoir à travers la contre-révolution. Ce que la cynique « gauche » pro-Chávez fait passer pour du « contrôle ouvrier » est en fait une combine qui vise à *institutionnaliser la collaboration de classes* et à lier les organisations ouvrières plus étroitement aux capitalistes et à leur Etat. Il n'y a là rien de nouveau. Dans un article inachevé de 1940, « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », Trotsky écrit :

« La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. »

La papeterie Venepal (devenue Invepal) est aujourd'hui le principal exemple de « contrôle ouvrier » au Venezuela. Alors qu'elle employa jusqu'à 1 600 ouvriers, il n'en restait plus que 350 lorsque l'entreprise en faillite fut nationalisée en janvier 2005. Connaissant de graves difficultés financières depuis 1997, elle n'a tout simplement pas été capable de reprendre la production après avoir soutenu le lock-out de 2002 contre Chávez. Les ouvriers ont fini par faire appel à ce dernier qui décida de nationaliser la société. Toutefois, la société devait initialement être dirigée directement par l'Etat ; ce n'est que plus tard que la structure de cogestion entre les

ouvriers et le gouvernement fut mise en place, sous la surveillance directe de la ministre du Travail María Cristina Iglesias. Six mois après s'être écriée « socialisme ! » à propos de la nationalisation de Venepal, la TMI était contrainte de reconnaître dans un article en ligne du 18 juillet 2005 que « les dirigeants du syndicat ont pris des mesures pour dissoudre ce dernier, et ils espèrent maintenant racheter les parts de l'Etat dans l'entreprise pour en être les seuls propriétaires et empocher tous les profits de la production » (Jorge Martin, « Chávez annonce l'expropriation des industries fermées »).

Considérons un autre exemple de « cogestion », la fonderie d'aluminium ALCASA à Ciudad Guayana, dont le conseil d'administration comprend désormais deux directeurs élus par les ouvriers et quatre nommés par l'Etat, d'après un reportage du *Militant* (15 août 2005), journal du Socialist Workers Party américain. Un dirigeant local du syndicat Sintralcasa explique pourquoi il est contre la nationalisation totale : « Nous dépendons beaucoup de l'économie américaine, donc nous ne voulons pas abattre l'empire. » Un autre dit : « Maintenant que nous avons la cogestion, les syndicats ne parlent plus d'augmentation des salaires », et il continue : « nous devons augmenter la production et abaisser les coûts. »

Le *Socialist Workers* de l'ISO affirme à ses lecteurs que la « *cogestión* n'a rien à voir avec la cogestion social-démocrate ». En fait c'est essentiellement ce qu'elle est, une variante de ce qui est connu en Allemagne sous le vocable *Mitbestimmung* (codécision), réalisée par des conseils d'usine (*Betriebsräte*) qui, selon la loi pas toujours appliquée, comprennent des représentants de la direction. L'exemple de l'« autogestion » en Algérie post-coloniale, au début des années 1960, est peut-être encore plus pertinent au regard de la situation au Venezuela. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) organisa des comités d'autogestion ouvriers indépendants dans les usines, ainsi que dans les propriétés agricoles abandonnées par les colonialistes français. Craignant que cela ne remette en cause son autorité, le régime nationaliste-bourgeois du FLN (Front de libé-

ration nationale) au langage très à gauche d'Ahmed Ben Bella, força l'institutionnalisation de l'autogestion et enrégimenta l'UGTA. Après avoir fermement entravé le pouvoir de la classe ouvrière, le « socialiste » Ben Bella fut renversé par une révolution de palais.

Michel Pablo, qui fut conseiller du gouvernement FLN capitaliste, joua un rôle central dans la trahison des travailleurs algériens. Dans sa brochure *le Monde en révolution*, il se vante d'avoir « aidé à codifier et à institutionnaliser l'autogestion en Algérie, et d'avoir écrit le projet de Loi de réforme algérienne et de la politique économique et sociale du pays entre 1962 et 1965 » (voir « Ils n'apprennent jamais », *Workers Vanguard* n° 86, 21 novembre 1975). Quelques années auparavant, en tant que dirigeant central de la Quatrième Internationale trotskyste (QI), Pablo avait rédigé un programme liquidationniste qui fut responsable de la destruction de la QI. Aujourd'hui, la TMI d'Alan Woods, dont la filiation politique remonte directement à Pablo, aspire à jouer le même rôle au Venezuela.

L'histoire réserve un verdict cruel à ces militants « de gauche » qui font la promotion de l'un ou de l'autre des caudillos capitalistes au langage gauche. On ne gagne pas à sa cause les opprimés des Amériques en faisant passer des hommes forts nationalistes pour des révolutionnaires et des aventures populistes pour des révolutions. Il faut au contraire construire les sections nationales d'une Quatrième Internationale reforgée dans l'esprit de l'hostilité révolutionnaire sans compromis à toute forme de pouvoir capitaliste. Au sud du Rio Bravo, de tels partis doivent être construits à travers la lutte politique contre les profondes illusions dans le populisme et le nationalisme. Aux Etats-Unis, l'antre de la bête impérialiste, le parti ouvrier révolutionnaire sera construit dans la lutte pour faire rompre le prolétariat d'avec les partis Démocrate et Républicain, les deux partis du capital, et pour remplacer les bureaucraties pro-impérialistes de l'AFL-CIO par une direction lutte de classe.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 860, 9 décembre 2005

Grève à New York...

Suite de la page 6

n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier.

La composition du TWU reflète celle du New York noir, latino-américain et immigré, et la plupart des pauvres et des travailleurs de la ville sympathisent activement avec le syndicat et salueraient comme leur une victoire du syndicat. L'attaque contre le syndicat, y compris la dure discipline au travail que les membres du TWU dénoncent à juste titre comme une « justice de plantation », souligne cette vérité de base de l'Amérique capitaliste et raciste que le destin du mouvement ouvrier organisé est étroitement lié à celui des masses noires.

Al Sharpton, Jesse Jackson et autres célébrités du Parti Démocrate, qui ont été invités à honorer la tribune lors des rassemblements du TWU à propos de la négociation du nouveau contrat, font la promotion du parti de la loi Taylor – le parti du procureur général Spitzer et de la sénatrice Hillary Clinton qui avait salué l'utilisation par Spitzer de la loi Taylor contre le TWU en 1999 ! Jackson établit un lien entre la « sécurité de l'emploi » et la « sécurité nationale », comme si les travailleurs avaient un intérêt dans la « guerre contre le terrorisme » réactionnaire – une guerre contre les travailleurs, les immigrés et les Noirs. Les Démocrates prennent une pose d'« amis des travailleurs », afin de mieux se positionner pour

étrangler les luttes ouvrières, comme l'a fait Jackson avec la grève des transports de Los Angeles en 2000.

Les travailleurs ont besoin d'un parti qui représente leurs intérêts de classe, un parti ouvrier qui se fasse le champion de la cause de tous les exploités et opprimés. Les travailleurs du transport exigent, à juste titre, une part de l'énorme surplus produit par leur travail pour le compte de la MTA. Mais ce n'est pas simplement la MTA. Tous les milliards et les milliards de profits qui vont aujourd'hui dans les caisses d'une poignée de banquiers, de courtiers et de riches industriels de Wall Street sont de la plus-value créée par la sueur et par le sang des travailleurs. Dans une société socialiste cette plus-value serait utilisée pour reconstruire le système de métro qui est en décomposition, les écoles et les hôpitaux, pour offrir à tous des transports en commun de masse gratuits, une couverture médicale et une éducation gratuite, de qualité et sans discrimination raciale, pour fournir un logement décent et abordable à tous. Mais pour assurer tout cela il faut une révolution ouvrière dirigée par un parti ouvrier multiracial qui renverse le système capitaliste et le remplace par une société socialiste égalitaire au niveau international. La Spartacist League cherche à éduquer les travailleurs avec la compréhension marxiste que leur rôle historique est d'être les fossoyeurs de ce système d'exploitation, de racisme et de guerre. *Victoire à la grève des transports !*

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 861, 6 janvier

A bas le CPE...

Suite de la page 2

Les dirigeants syndicaux et les sociaux-démocrates (principalement le PS mais aussi le PC) s'opposent au CPE, tout en cherchant à freiner des actions grévistes des travailleurs. C'est la raison pour laquelle la deuxième grande journée de mobilisation syndicale est appelée pour le 18 mars, un samedi. Mais en novembre, ces mêmes bureaucrates syndicaux n'ont pas levé le petit doigt pour défendre les jeunes assiégés dans les banlieues. Quant au PS et au PC, au plus haut de la révolte ils appelaient l'Etat bourgeois à « rétablir l'ordre », le PS soutenant même ouvertement l'état d'urgence pour défendre « leur » République. Donc maintenant quand ces mêmes dirigeants traîtres dénoncent avec colère les attaques anti-jeunes de Sarkozy et de Villepin ainsi que l'envoi des CRS par le gouvernement contre les manifestants étudiants, cela ne fait que souligner une nouvelle fois leur grossière hypocrisie, leur opportunisme et leur conciliation de l'oppression raciste. *En fait c'était leur soutien au gouvernement contre la révolte des jeunes des banlieues qui a encouragé de Villepin à lancer le CPE et la loi sur l'« inégalité des chances » en janvier.*

Derrière le radicalisme anti-CPE des dirigeants sociaux-démocrates se profilent bien sûr leurs ambitions électorales pour 2007. Finalement ils voient un moyen d'essayer d'effacer la mémoire de la « gauche plurielle » de Jospin, le précédent gouvernement de front populaire (c'est-à-dire un gouvernement PS-PC avec de petits partis bourgeois comme les chevènementistes, les Radicaux de gauche et les Verts). Celui-ci à l'époque avait introduit sa propre variété d'emplois-jeunes au SMIC, mis en place la « réforme » universitaire du LMD et relancé les contrôles racistes de Vigipirate. Les sociaux-démocrates, tout particulièrement le PC, colportent le mensonge que soi-disant ils ont appris la leçon,



Manifestation du 18 mars à Paris

et que s'ils sont élus ils se mettront à défendre les intérêts des travailleurs, des immigrés et des jeunes. Mais d'administrer le capitalisme cela veut dire d'abord et avant tout défendre les intérêts de leur « propre » bourgeoisie et son taux de profit contre ses rivaux capitalistes étrangers – ce qui veut dire une exploitation renforcée des travailleurs et encore plus d'oppression ici, dans les ex-colonies, en Europe de l'Est et ailleurs.

Les étudiants doivent se tourner vers la classe ouvrière. Et ils auraient tort de se fier aux déclarations anti-CPE de quelques présidents d'université : ces derniers mettent en pratique les ordres du ministère, y compris les restrictions budgétaires, les licenciements et privatisations de services annexes, ils embauchent les vigiles et appellent les flics, etc. : les alliés potentiels sur la face des étudiants sont les travailleurs et les enseignants, pas les présidents, qui représentent les capitalistes sur les campus. Le capitalisme n'est pas un

ensemble de politiques parmi lesquelles ses dirigeants peuvent faire un choix. C'est un système enraciné dans l'exploitation d'une classe par une autre, et la classe dirigeante manie ses CRS, ses tribunaux et ses prisons pour essayer d'assurer que le rapport des forces reste en l'état. Le rôle des universités est de former la prochaine génération d'idéologues et de techniciens pour faire tourner le système capitaliste. Les étudiants ont le choix de s'y conformer – ou de se rallier à la cause de la révolution socialiste.

Le CPE est le dernier en date d'une série d'attaques anti-ouvrières et anti-jeunes, et il faut le repousser. Mais même dans ce cas les capitalistes reviendraient à la charge avec de nouvelles attaques. Pour en finir une bonne fois pour toutes avec de telles mesures de « flexibilité » inhérentes au capitalisme, c'est ce système capitaliste lui-même qu'il faut détruire. Nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, dont le but sera de diriger la classe ouvrière à une révolution socialiste. Et pour cela il faut combattre la politique de ceux, y compris de nombreux activistes étudiants de la JC et de l'UNEF, qui aujourd'hui font du blabla pour battre la droite afin de paver la voie demain à encore un gouvernement *capitaliste* de front populaire dirigé par le PS et le PC.

En Mai 68 les actions des étudiants avaient été l'étincelle d'une grève générale ouvrière de trois semaines, mobilisant des millions de travailleurs dans les rues mais aussi, de façon cruciale au début, dans des occupations d'usines. Ce sont ces grèves et occupations qui avaient secoué non seulement la classe dirigeante ici en France mais dans le monde entier. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire, les grèves avaient été démobilisées et trahies, essentiellement par le Parti communiste stalinien, qui grâce à son influence dans la classe ouvrière avait fini par sauver la peau de la bourgeoisie française.

Mais aujourd'hui on n'est pas en 1968. Maintenant que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a été détruit en 1991-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 euros pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Hors Europe : 4,50 euros (avion 6 euros)
Etranger : mandat poste international
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
Adresse _____ CP _____
Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI
Ecrire au *Bolchévick*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

1992, les capitalistes dans le monde entier redoublent leurs attaques pour démolir les acquis ouvriers, y compris ceux obtenus dans la foulée de Mai 68, le CPE lui-même faisant simplement partie d'un assaut généralisé pour augmenter le taux de profit des capitalistes français contre leurs rivaux. La contre-révolution dans l'ex-URSS a amené avec elle une énorme démoralisation politique parmi les travailleurs, renforcée en France par des années de gouvernements capitalistes d'austérité dirigés par des fronts populaires (Mitterrand, Jospin), si bien que la classe ouvrière en ce moment ne voit pas le socialisme révolutionnaire comme une alternative viable au capitalisme.

Ce n'était pas le communisme, mais sa parodie, le stalinisme, qui est arrivé à une impasse. Malgré sa dégénérescence stalinienne nous avons défendu l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution ; nous luttons pour une révolution politique prolétarienne pour virer la bureaucratie stalinienne. En RDA par exemple fin 1989 et début 1990 nous avons jeté toutes nos forces pour lutter pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, à l'Est et à l'Ouest, et contre une réunification capitaliste, à l'opposé des soi-disant militants « de gauche » de la LCR, de LO etc. qui ont soutenu la contre-révolution et qui aujourd'hui se lamentent sur le CPE et autres conséquences de la restauration capitaliste en URSS.

Pour briser le cercle vicieux des gouvernements capitalistes de droite et des gouvernements capitalistes de front populaire il faut rompre avec les réformistes et démasquer ces traîtres. Au lieu de cela la LCR soi-disant d'« extrême gauche » passe son temps à essayer de monter de nouvelles réunions unitaires et autres propositions inconditionnelles d'union dans la lutte avec les Hollande et Buffet. Le 11 mars, immédiatement après l'assaut des CRS contre la Sorbonne, Besancenot a à nouveau fait appel à ces mêmes forces : « La jeunesse mobilisée contre le CPE a besoin de soutien et de la solidarité de l'ensemble des forces de gauche, notamment contre l'arbitraire et l'intransigeance du gouvernement. Nous vous proposons une réunion dans les plus brefs délais pour envisager une riposte unitaire à ces nouvelles attaques gouvernementales. » Quand la LCR rampe ainsi

devant le PS et autres « forces de gauche » comme les chevémentistes bourgeois pour les rendre plus combattifs, elle ne fait qu'alimenter parmi les travailleurs et les jeunes militants les pires illusions dans les traîtres sociaux-démocrates, et elle donne une couverture de gauche à leurs ambitions de tirer parti en 2007 de la campagne anti-CPE. Le prix de l'appel de la LCR à l'unité avec le PS et compagnie aujourd'hui, c'est de faire disparaître le caractère raciste de la « loi sur l'inégalité des chances » et le fait que sa cible principale c'est les jeunes d'origine immigrée et ouvrière dans les banlieues.

Aujourd'hui la LCR travaille pour le prochain gouvernement PS-PC, mais en avril-mai 2002 elle avait utilisé son influence dans les manifestations massives et multiethniques de la jeunesse anti-Le Pen pour appeler à voter pour Chirac. Ils portent ainsi leur part de responsabilité pour ce gouvernement de droite réactionnaire. LO s'était opposée au vote Chirac, mais leur soutien à la loi raciste contre le foulard et l'économisme étroit de leur intervention dans la classe ouvrière facilite les attaques de Chirac, de Villepin et Sarkozy. Ces organisations réformistes ne peuvent pas lutter contre l'oppression raciste, et encore moins mener la classe ouvrière à son émancipation sociale, parce que toute leur perspective est basée sur la collaboration de classes.

Un parti ouvrier révolutionnaire combattrait une telle collaboration de classes. Une direction révolutionnaire des syndicats chercherait à mobiliser la classe ouvrière de ce pays contre le CPE et la répression policière contre les manifestants. La classe ouvrière est la source de tous les profits que s'approprie pour elle-même la classe capitaliste, et quand les ouvriers arrêtent le travail et se mettent en grève ils ont la puissance d'arrêter la production et d'arrêter le flot des profits. A travers les luttes de classe défensives en Europe de l'Ouest et dans d'autres parties du monde, la classe ouvrière doit à nouveau comprendre et faire sien le marxisme, qui est la théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Nous luttons pour construire des partis ouvriers révolutionnaires internationaux pour diriger les travailleurs à de nouvelles révolutions victorieuses, comme en octobre 1917 en Russie. ■

Iran...

Suite de la page 32

milliers de soldats en Afghanistan, qui y sont toujours, soi-disant au nom de la lutte « antiterroriste », voire (ça c'était l'argument de la gauche) par pitié pour les femmes afghanes écrasées sous le poids du voile qui les couvre de la tête aux pieds. Non seulement le nouveau régime afghan fantoche des impérialistes n'a pas modifié d'un iota le sort des femmes afghanes, mais le pays est régulièrement victime d'opérations « antiterroristes » meurtrières des troupes spéciales américaines, françaises, allemandes et autres. **Troupes françaises, hors d'Afghanistan, hors des Balkans !** La lutte « antiterroriste » est un mot de code pour renforcer l'oppression raciste ici même en France contre les travailleurs originaires de pays musulmans d'Afrique et leurs enfants. **A bas Vigipirate !**

La bourgeoisie n'est « pacifique » que quand elle a des moyens plus économiques de piller et violer d'autres peuples, ou quand elle a besoin d'un délai pour réarmer et préparer de nouveaux conflits qu'elle puisse cette fois gagner. A chacun

« ses » guerres coloniales : alors même que Bush préparait l'invasion de l'Irak fin 2002 et que la bourgeoisie française parlait de « paix », elle envoyait des milliers de soldats en Côte d'Ivoire. Depuis, le pays, autrefois « vitrine » du néocolonialisme français, est en pleine déliquescence. **Impérialisme français, hors de Côte d'Ivoire et hors d'Afrique !**

L'Irak était aussi l'occasion de consolider une « union sacrée », déjà scellée dans le vote pour Chirac du PS, du PCF et de la LCR quelques mois auparavant, lors des présidentielles de mai 2002. Avoir canalisé les jeunes et tous ceux opposés à la guerre de Bush en Irak dans une unité nationale chauvine antiaméricaine derrière Chirac a directement permis aux Raffarin, Sarkozy et de Villepin de porter des coups terribles contre la classe ouvrière : début mars 2003 commençaient les déportations de sans-papiers par charters entiers, pour la première fois depuis les années 1980, et deux mois plus tard c'était les retraites de tout le monde qui étaient sur le billot.

Le PS ne s'est nullement gêné pour soutenir ouvertement les rododromades du cow-boy nucléaire de l'Elysée. Quant au PCF, il s'est fendu d'une déclaration officielle donnée par



Landau/Jerusalem



Le technicien israélien Mordechai Vanunu, photographié ici en train d'être emmené vers un tribunal de Jérusalem après son kidnapping par le Mossad, a été emprisonné pendant 18 ans pour avoir révélé l'arsenal nucléaire des sionistes dans le *Sunday Times* de Londres (5 octobre 1986).

son responsable des relations internationales, Daniel Cirera, disant notamment que les Européens, dont la France, « doivent rejeter avec la plus grande fermeté tout ce qui laisserait entendre que dans cette crise ils se laissent entraîner un tant soit peu dans la stratégie impérialiste américaine » (*L'Humanité*, 15 février). Cirera propose plutôt une stratégie impérialiste anti-américaine française, soulignant que « les Européens [...] doivent, en privilégiant absolument une solution diplomatique, mettre l'Iran devant ses responsabilités pour qu'elle remplisse ses obligations de transparence envers l'AIEA, dans le respect de son droit à accéder à l'énergie civile, conformément au TNP [Traité de non-prolifération nucléaire]. » Sûrement avec des centrales électriques *made in France* par Areva.

Les déclarations de Chirac sur les menaces « terroristes » ont le même objectif que celles de Bush : pouvoir éventuellement permettre de mobiliser la population derrière une intervention armée impérialiste, et légitimer la terreur raciste contre les travailleurs issus notamment de pays musulmans d'Afrique et leurs enfants. Le chauvinisme des directions des partis ouvriers et des syndicats, leur refus d'engager la classe ouvrière à défendre les secteurs les plus vulnérables de la classe ouvrière – les immigrés et leurs enfants, comme on a pu encore le voir lors des émeutes dans les banlieues en novembre dernier – pavent la voie à la division de la classe ouvrière et à sa paralysie. **A bas la collaboration de classes !**

* * *

Moins de trois ans après l'invasion et l'occupation de l'Irak, l'impérialisme US a maintenant pris l'Iran pour cible. Affirmant que l'Iran cherche à développer des armes nucléaires, le président Bush a délivré le 26 janvier un ultimatum : « Vos désirs de posséder une arme sont inacceptables » (*New York Times*, 27 janvier). C'est fort de café venant du président d'un pays avec un stock d'engins nucléaires capable de détruire plusieurs fois le monde. La bourgeoisie américaine est la seule à avoir utilisé des armes nucléaires, quand elle a anéanti 200 000 personnes à Hiroshima et Nagasaki en 1945, et le gouvernement américain affiche aujourd'hui une politique d'attaque nucléaire « préventive » contre tout pays qu'il considérera comme une menace.

Il y a clairement un accord dans tout le spectre politique bourgeois américain, depuis les fanatiques religieux à la

Maison Blanche jusqu'au Parti Démocrate, comme quoi il faut « s'occuper » de l'Iran. En fait, une critique souvent adressée à Bush par les Démocrates est que l'occupation de l'Irak a été une diversion qui a empêché de s'occuper plus vigoureusement de l'Iran, ainsi que de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen. La sénatrice Hillary Clinton a récemment dénoncé Bush pour être mou sur l'Iran : « Je crois que nous avons perdu un temps précieux pour nous occuper de l'Iran, parce que la Maison Blanche a choisi de minimiser les menaces » (*Washington Post*, 20 janvier).

Un autre groupe de va-t-en-guerre fanatiques mobilisés contre l'Iran sont les dirigeants sionistes d'Israël. Le *Sunday Times* britannique (11 décembre 2005) rapporte que les forces armées israéliennes ont reçu l'ordre « d'être prêtes d'ici fin mars pour d'éventuelles frappes contre les sites secrets d'enrichissement de l'uranium en Iran ». Et le 21 janvier, le ministre de la Défense israélien Shaul Mofaz se faisait menaçant : « Israël ne pourra pas accepter une capacité nucléaire iranienne, et il doit avoir la capacité de se défendre, avec tout ce que cela implique, et nous nous y préparons » (site Internet du *Spiegel*, 23 janvier).

Dans l'éventualité d'une agression militaire contre l'Iran de la part de l'impérialisme US, d'Israël ou de toute autre force agissant pour le compte des impérialistes, nous, marxistes, déclarons que **le prolétariat international doit se positionner pour la défense militaire de l'Iran contre une agression impérialiste**. En même temps, nous n'accordons pas un iota de soutien politique au régime réactionnaire de Téhéran. Notre défense du pays capitaliste qu'est l'Iran est conditionnelle : dans des conflits militaires entre une puissance impérialiste et un pays semi-colonial dépendant, notre politique est le défensisme révolutionnaire. Nous défendons le pays opprimé contre le pays oppresseur, et nous préconisons la lutte de classe dans les centres impérialistes ainsi que dans le pays opprimé. Chaque victoire des impérialistes dans leurs aventures militaires encourage de nouvelles guerres prédatrices ; chaque revers contribue à favoriser les luttes des travailleurs et des opprimés.

La bourgeoisie américaine, avec ses médias à la remorque, joue sur toutes les cordes sensibles pour attiser l'hystérie sur la « menace » iranienne. Ils dépeignent le régime islamique iranien comme une bande de fous furieux fanatiques. Mais les vrais fous furieux nucléaires sont les

intégristes chrétiens qui dirigent l'impérialisme US, et qui ne seront peut-être pas dissuadés d'attaquer l'Iran par les obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin. Les vrais ennemis des travailleurs, des minorités et des opprimés aux Etats-Unis, c'est la bourgeoisie américaine. La classe dominante qui menace aujourd'hui l'Iran est la même classe capitaliste qui sabre les retraites, le système de santé et les emplois des travailleurs américains, et qui met en pièces les droits démocratiques au nom de la « guerre contre le terrorisme » réactionnaire.

Dans une lettre au *New York Times* (29 janvier), le responsable du service de presse de la mission iranienne à l'ONU insistait que « l'Iran n'a pas pour ambition de construire des armes nucléaires », et notait que le travail de recherche nucléaire iranien « est complètement conforme au Traité de non-prolifération nucléaire ». Le fait est que dans le contexte des menaces proférées par les impérialistes dotés d'armes nucléaires, l'Iran a désespérément **besoin**, pour se défendre, d'armes nucléaires et de systèmes de lancement adéquats. Dans le monde d'aujourd'hui, la possession d'armes nucléaires est devenue le seul critère réel de souveraineté nationale. La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992 a supprimé le principal contrepoids militaire et politique à l'impérialisme US. Depuis lors, la bourgeoisie américaine a développé une politique d'utilisation de son écrasante puissance militaire, qui dépasse de loin même celle des puissances impérialistes rivales, pour empêcher le développement de tout ce qui est perçu comme une remise en cause de la domination américaine.

Dans une lettre au *New York Times* (17 janvier) à propos d'un éditorial, un lecteur notait avec à-propos :

« Vous écrivez que "personne à ce jour n'a proposé de bonne manière de détourner l'Iran de ses projets nucléaires". Mais il est évident que l'Iran veut la bombe principalement pour contrer l'ambition à peine dissimulée des durs de l'administration Bush de provoquer par la force un "changement de régime" dans ce pays.

« Après avoir vu ce qui est arrivé en Irak, et après avoir écouté la rhétorique sur "l'axe du mal", n'importe quel dirigeant militaire iranien patriote doit être en train de conseiller à son gouvernement que seule une bombe dissuadera les Etats-Unis. »

La nature réactionnaire du régime des mollahs iraniens ne diminue en aucune manière le devoir des révolutionnaires prolétariens de se tenir aux côtés de l'Iran contre l'impérialisme US. Quand l'Italie de Mussolini envahit l'Ethiopie en 1935, le dirigeant bolchévique Léon Trotsky répondit aux inquiétudes des militants prolétariens qui renâclaient à défendre l'Ethiopie à cause du régime réactionnaire de Haïlé Sélassié, qui perpétuait l'esclavage dans ce pays :

« Si Mussolini l'emporte, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés. »

– Léon Trotsky, « A propos des dictateurs et des hauteurs d'Oslo », avril 1936

Aujourd'hui, l'Iran a autant besoin d'armes nucléaires pour parer à une menace américaine que l'Ethiopie, dans les années 1930, avait besoin de Mausers pour parer à l'agression des impérialistes italiens. **USA, bas les pattes devant l'Iran ! Pour le retrait immédiat et inconditionnel de tous les soldats et toutes les bases militaires US d'Irak, d'Afghanistan et d'Asie centrale !**

Pour une opposition lutte de classe à l'impérialisme !

Le seul Etat qui aujourd'hui dispose d'armes nucléaires au Proche-Orient, c'est Israël, allié clé des Etats-Unis, et dont les dirigeants ont à maintes reprises clairement signifié qu'ils étaient prêts à faire usage de ces armes. Les fous furieux qui dirigent l'Etat sioniste ont comme politique – baptisée « option Samson » par le journaliste Seymour Hersh – de plonger la région tout entière dans un holocauste nucléaire si Israël était menacé d'une défaite militaire. En 1986, le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu a prouvé au monde entier qu'Israël avait des armes nucléaires – à l'époque, plus de 200 têtes nucléaires, dont un grand nombre étaient braquées sur l'Union soviétique. Pour cet acte de courage, Vanunu a passé près de vingt ans dans les cachots israéliens.

Alors que les Etats-Unis et Israël menacent ouvertement de faire usage de leurs armes atomiques, le régime iranien actuel déclare que l'utilisation d'armes nucléaires est contraire aux convictions islamiques. Un livre paru en 1989, *The Longest War : The Iran-Iraq Military Conflict* [La guerre la plus longue : le conflit militaire Iran-Irak], de Dilip Hiro, notait que quand des officiers iraniens proposèrent à l'ayatollah Khomeiny d'utiliser des armes chimiques en réponse à l'emploi massif par l'Irak de ce type d'armes pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988, « il aurait réitéré le refus qu'il avait précédemment exprimé, sur la base de l'argument que l'islam interdit à ses combattants de polluer l'atmosphère, même au cours d'une *djihad*, une guerre sainte ». A la fin de la guerre, qui était réactionnaire des deux côtés, les enquêtes des Nations Unies ne trouvèrent aucune preuve que l'Iran ait utilisé des armes chimiques. Au contraire, après que l'Allemagne a utilisé des gaz toxiques à base de chlore pendant la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne répliquèrent avec leurs propres attaques aux gaz toxiques. L'Iran a ainsi plus de crédibilité en la matière que les puissances impérialistes.

Un document daté du 15 mars 2005 soumis pour discussion dans le Pentagone, « Doctrine for Joint Nuclear Operations » [Doctrine pour des opérations nucléaires conjointes], dont le contenu a été révélé à l'automne dernier, appelle à donner aux « commandants des forces combinées » l'autorité de lancer des attaques nucléaires dans un certain nombre de scénarios. « Il est essentiel », affirme ce document, « que les forces américaines soient déterminées à employer des armes nucléaires si nécessaire, pour prévenir l'utilisation d'armes de destruction massives ou riposter à leur emploi ». Avec de telles directives, les commandants auraient eu l'autorité nécessaire pour lancer une frappe nucléaire contre l'Irak en 2003. Parmi les individus à qui on donnerait cette autorité figurent des gens comme le lieutenant-général à la retraite William G. Boykin qui déclarait à propos d'une bataille en Somalie avec un seigneur de la guerre musulman : « Je savais que mon dieu est plus grand que le sien. »

Le système capitaliste, irrationnel, anarchique et guidé par le profit, est devenu encore plus irrationnel dans cette époque de décadence impérialiste. Les massacres de masse sont l'expression concentrée et la logique ultime du fonctionnement « normal » brutal du système capitaliste, qui condamne quotidiennement à mort d'innombrables êtres humains, dans le monde entier, par malnutrition, manque de soins médicaux et « accidents du travail ».

Ce qu'il faut, c'est une opposition lutte de classe à l'impérialisme US de la part du prolétariat multiracial des Etats-Unis. Le principal obstacle sur cette voie, c'est la bureaucratie syndicale procapitaliste qui, en acceptant le système du profit capitaliste et en défendant les intérêts de l'impérialisme US au niveau international, enchaîne la classe ouvrière à l'ennemi de classe. La classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire. Pour que la classe ouvrière, les minorités et la jeunesse aient un avenir autre qu'une exploitation forcenée, le chômage, la répression et la guerre, pour que les masses plongées dans la misère, dans le monde entier, aient un avenir autre que la famine et le joug impérialiste, c'est le système tout entier qui doit être détruit à la racine par des révolutions socialistes, et remplacé au niveau international par une économie planifiée et rationnelle. La Spartacist League lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire – une section américaine d'une Quatrième Internationale reforgée – qui dirigera le prolétariat américain dans un combat pour balayer le système impérialiste rapace et instaurer le pouvoir ouvrier.

Défense de la Chine !

Les bruits de bottes américaines contre l'Iran représentent aussi une grave menace pour la Chine. Sorti victorieux de la guerre froide contre l'URSS, l'impérialisme US a maintenant comme cible stratégique l'Etat ouvrier déformé chinois, où le régime capitaliste a été renversé par la révolution de 1949. Les impérialistes poursuivent une stratégie à deux facettes pour restaurer le capitalisme en Chine : pénétration économique et pression militaire.

Un article de l'*Asia Times* (2 décembre 2004) notait que « De plus en plus, l'image de la République islamique d'Iran comme une sorte d'Etat de la ligne de front dans la coalition mondiale d'après-guerre froide contre l'hégémonie américaine devient omniprésente chez les théoriciens de la politique étrangère chinoise et russe. » La Chine reçoit de l'Iran 14 % du pétrole nécessaire à son économie en pleine croissance. Fin 2004, la Chine a signé avec l'Iran un accord de 70 milliards de dollars en pétrole et en gaz naturel sur une durée de 30 ans, accord aux termes duquel la compagnie pétrolière d'Etat chinoise Sinopec a obtenu une part de 51 % dans le champ pétrolifère iranien de Yadavaran, dont les réserves sont estimées à trois milliards de barils.

L'impérialisme US a placé des bases militaires en Asie centrale, avec pour objectifs un encerclement stratégique de la Chine, et d'appuyer les efforts américains pour contrôler les ressources pétrolières à la fois contre la Russie capitaliste et l'Etat ouvrier chinois. Bien qu'enlisés en Irak, les Etats-Unis poursuivent une « politique d'endiguement » à l'encontre de la Chine, y compris en renforçant les liens militaires avec l'impérialisme japonais – par exemple avec le pacte USA-Japon signé l'année dernière pour défendre l'île capitaliste de Taïwan contre la Chine rouge. L'année dernière, les Etats-Unis ont accepté de fournir à l'Inde, qui dispose de l'arme nucléaire, des technologies nucléaires supplémentaires pour tenter « de renforcer les liens avec l'Inde, en partie comme contrepois à la Chine » (*New York Times*, 19 juillet 2005). Pour le dire simplement : c'est OK pour les alliés de l'impérialisme US d'avoir des armes atomiques, mais pas pour les prétendus « Etats voyous ».

En tant que trotskystes, nous luttons pour la défense militaire inconditionnelle des derniers Etats ouvriers déformés – Chine, Corée du Nord, Vietnam et Cuba – contre les agressions militaires et la contre-révolution capitaliste. C'est ainsi

que nous soutenons le droit de la Chine et de la Corée du Nord à tester et à posséder des armes nucléaires qui constituent une dissuasion nécessaire contre le chantage nucléaire impérialiste. Le modeste arsenal nucléaire chinois est à cet égard un important facteur d'une telle dissuasion.

Il est vital que la Chine s'oppose aux efforts impérialistes pour désarmer l'Iran. Mais le régime stalinien de Pékin, tout en s'opposant en paroles aux sanctions de l'ONU contre l'Iran, collabore avec les impérialistes. De concert avec la Russie, la Chine vient d'accepter, à la demande des Américains et des Européens, que l'Iran soit traîné devant le Conseil de sécurité de l'ONU. De même, la Chine a servi d'intermédiaire dans des « négociations » impérialistes visant à stopper le développement d'armes nucléaires par la Corée du Nord, qui l'année dernière a annoncé qu'elle avait développé de telles armes. Le rôle de Pékin était particulièrement criminel, étant donné que tout ce qui sape la défense de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen retombera sur l'Etat ouvrier déformé chinois.

La politique de « coexistence pacifique » des staliniens de Pékin avec l'impérialisme sape la défense elle-même de la Chine. Nous luttons pour des révolutions politiques ouvrières dans les Etats ouvriers déformés pour chasser les bureaucraties staliniennes et les remplacer par des régimes basés sur des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus. De tels régimes révolutionnaires devront être guidés par un programme d'internationalisme révolutionnaire, luttant pour étendre le pouvoir prolétarien par la révolution socialiste internationale, en particulier dans les centres impérialistes, aux Etats-Unis, au Japon et en Europe de l'Ouest.

Cow-boys nucléaires incontrôlés

Depuis 2003, l'Iran est soumis aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui n'a trouvé aucune preuve d'un programme d'armes nucléaires. Après l'annonce par l'Iran, le 3 janvier, qu'il redémarrerait son usine d'enrichissement de Natanz, Bush cherche à amener ce pays devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour que lui soient infligées des sanctions. Les sanctions économiques sont un acte de guerre. Les guerres de 1991 et de 2003 contre l'Irak ont toutes les deux été précédées et préparées par des sanctions imposées par l'ONU.

La Maison Blanche de Bush a fait siennes beaucoup de positions du groupe de réflexion néoconservateur sioniste « Project for the New American Century » [Projet pour le nouveau siècle américain], qui préconise depuis longtemps un « changement de régime » en Iran ainsi qu'en Irak, le tout étant censé contribuer à assurer le contrôle des Etats-Unis sur le Proche-Orient. Un aspect central de cette perspective est la création d'un « cordon sanitaire » autour d'Israël, en installant des régimes soumis dans les pays voisins.

Dans un article intitulé « The Coming Wars » [Les guerres à venir] et publié le 24 janvier 2005 dans le *New Yorker*, Seymour Hersh écrit :

« L'administration [Bush] conduit des missions de reconnaissance secrètes en Iran au moins depuis l'été dernier. Celles-ci visent essentiellement à accumuler des renseignements et des informations ciblant les sites nucléaires, chimiques et de missiles iraniens, tant ceux qui sont déclarés que ceux qui sont suspectés. Le but est d'identifier et d'isoler une douzaine, peut-être davantage, de telles cibles, qui pourraient être détruites par des frappes de précision et des raids de commandos de courte durée. »

Des politiciens israéliens ont laissé entendre qu'Israël, qui avait bombardé le réacteur nucléaire irakien d'Osirak en

1981, pourrait bombarder les installations nucléaires iraniennes. Avec la récente victoire du Hamas dans les élections législatives palestiniennes, les dirigeants sionistes vont probablement redoubler leurs dénonciations hystériques du « terrorisme islamique », à la fois pour intensifier les menaces contre l'Iran et pour accroître la répression du peuple palestinien. Les États-Unis, qui l'année dernière ont livré à Israël 500 bombes « anti-bunkers », pourraient donner à Israël le feu vert pour attaquer l'Iran. Mais contrairement à l'Irak de 1981, l'Iran possède aujourd'hui au moins neuf complexes différents, principalement souterrains, ce qui rend une telle opération beaucoup plus difficile. L'Iran a averti qu'il répliquerait à une attaque en frappant Israël et, les forces occidentales dans le golfe Persique, et un général iranien a souligné que « Le monde sait que l'Iran a une force de missiles balistiques avec une portée de 2 000 km » (*Observer* de Londres, 29 janvier).

Il existe de nombreux obstacles à une attaque américaine contre l'Iran. Comme ce pays détient 10 % des réserves mondiales de pétrole, une attaque ferait bondir à un niveau encore plus élevé le prix du pétrole sur le marché international, ce qui déclencherait probablement une crise économique internationale. En outre, l'armée américaine est utilisée au maximum pour assurer l'occupation brutale de l'Irak. Dans de telles circonstances, les États-Unis ne peuvent pas occuper un pays de la taille et de la population de l'Iran sans rétablir la conscription, ce qui ne serait pas très populaire auprès d'une population américaine de plus en plus opposée à l'occupation de l'Irak. Par ailleurs, une conséquence non intentionnelle de l'occupation américaine est que des partis chiïtes historiquement liés au régime chiite iranien sont maintenant au pouvoir en Irak. Une attaque contre l'Iran mettrait en rage la majorité chiite irakienne et rassemblerait une grande partie de la population iranienne derrière le régime intégriste de Téhéran.

La France et l'Allemagne soutiennent l'exigence américaine que le Conseil de sécurité de l'ONU « s'occupe » de l'Iran, ce qui pourrait conduire à des sanctions. Bush a trouvé une alliée en la personne de la nouvelle chancelière de droite allemande, Angela Merkel, qui a déclaré lors d'une conférence de presse le 29 janvier à Jérusalem qu'un Iran possédant l'arme nucléaire « n'est pas juste une menace pour Israël, mais aussi pour les pays démocratiques du monde entier » (*New York Times*, 30 janvier). De son côté, le président français Jacques Chirac a déclenché une tempête politique en Europe en annonçant sa propre doctrine de guerre nucléaire préventive. Menaçant « les dirigeants d'États qui auraient recours à des moyens terroristes contre nous, tout comme ceux qui envisageraient d'utiliser, d'une manière ou d'une autre, des armes de destruction massive », il déclarait que la « réponse » de la France, dotée d'armes nucléaires, « peut être conventionnelle, elle peut aussi être d'une autre nature. »

Mais l'Allemagne, qui a d'importantes relations commerciales avec l'Iran, et la France, qui a d'importants investissements dans ce pays, ont aussi cherché à contrebalancer le bellicisme américain en préconisant des « négociations » et des pressions diplomatiques. Même le gouvernement britannique, indéfectiblement pro-américain, a déclaré, par la bouche du ministre des Affaires étrangères Jack Straw, qu'il « n'y a pas d'option militaire ». Cherchant à se couvrir, l'administration Bush a annoncé qu'elle soutenait une récente proposition russe qui permettrait à l'Iran de faire fonctionner des installations nucléaires civiles à condition

que l'enrichissement de l'uranium soit réalisé sur le sol russe. Les responsables iraniens n'ont pas rejeté cette proposition, tout en estimant qu'elle n'est « pas suffisante pour les besoins en énergie de l'Iran ».

Le pouvoir aux ouvriers !

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, arrivé aux affaires en juin, est un réactionnaire qui colporte un antisémitisme empoisonné. En novembre, il a qualifié le massacre de six millions de Juifs lors de l'holocauste nazi de « mythe », et déclaré qu'Israël devait être « rayé de la carte du monde ».

La « révolution islamique » iranienne de 1979, qui a renversé le shah soutenu par la CIA, avait été soutenue par le gros de la gauche internationale au nom de l'« anti-impérialisme ». Ceci incluait le parti pro-Moscou Toudéh (les masses) en Iran, qui était influent parmi les ouvriers, en grande partie arabes, du secteur stratégique du pétrole. La Ligue communiste internationale (qui s'appelait alors Tendance spartaciste internationale) avait été la seule à mettre en garde dès le début du soulèvement de 1978-1979 que si la classe ouvrière ne rompait pas de façon décisive avec les forces islamistes, la lutte aboutirait à un désastre. Nous disions « A bas le shah ! Ne vous prosternez pas devant Khomeiny ! Pour la révolution ouvrière en Iran ! » Après avoir pris le pouvoir, les mollahs ont soumis les femmes à l'esclavage du voile, massacré des milliers de militants de gauche et de syndicalistes, et intensifié la répression contre les Kurdes et les autres minorités.

La tâche de la classe ouvrière en Iran, entraînant derrière elle tous les opprimés, est de renverser le régime islamique et chauvin perse. Forger un parti ouvrier marxiste est crucial dans cette perspective. Il faut construire de tels partis dans tout le Proche-Orient, pour unir le prolétariat - arabe, perse, kurde et hébreu, sunnite et chiite, musulman et chrétien - dans la lutte contre l'impérialisme et contre les sionistes, les mollahs, les colonels, les cheiks et tous les autres pouvoirs capitalistes. La lutte pour le pouvoir ouvrier au Proche-Orient implique comme facteur décisif de faire éclater de l'intérieur l'État-garnison sioniste par une révolution prolétarienne des ouvriers arabes et hébreux. Les partis communistes stalinisés du Proche-Orient, qui ont discrédité cette perspective révolutionnaire, portent une part de responsabilité dans la montée de l'intégrisme islamique parmi les masses ouvrières et opprimées. Des partis ouvriers marxistes sont essentiels pour arracher le prolétariat de la région à l'intégrisme et à toutes les formes de nationalisme, dans la lutte pour une fédération socialiste du Proche-Orient.

La conquête du pouvoir par le prolétariat ne conclut pas la révolution socialiste, mais ne fait que l'inaugurer, en changeant la direction du développement social. En l'absence de l'extension internationale de la révolution, en particulier aux autres centres impérialistes industrialisés avancés, ce développement social sera arrêté, et finalement renversé. La défense de ceux qui sont asservis par les impérialistes dans le monde entier exige de mener la lutte de classe aux États-Unis et dans les centres impérialistes, et nécessite au bout du compte une lutte prolétarienne pour le pouvoir. Pour que les impérialistes ne plongent pas l'humanité dans une apocalypse nucléaire, ils doivent être renversés par des révolutions socialistes au niveau international. Ceci souligne la nécessité urgente de reforger la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste.

- Traduit de *Workers Vanguard* n°863, 3 février

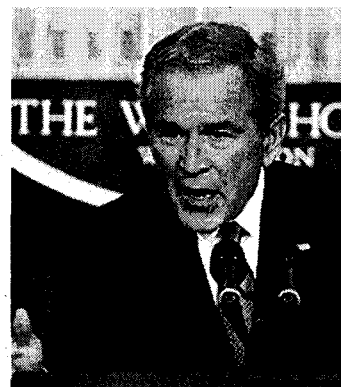
A bas le chantage nucléaire des impérialistes !

USA, France, ONU : bas les pattes devant l'Iran !



Lockheed Martin

Armés jusqu'aux dents de bombes nucléaires, les impérialistes américains (et français) menacent l'Iran en cas de réouverture des installations nucléaires.



AFF

Des étudiants iraniens manifestent devant l'usine d'enrichissement d'uranium d'Ispahan en août 2005.

Nous publions ci-dessous un article paru dans *Workers Vanguard* (3 février), le journal de nos camarades de la Spartacist League/U.S. aux Etats-Unis. Les impérialistes américains menacent l'Iran, mais l'impérialisme français s'est maintenant joint à lui, notamment avec la spectaculaire déclaration faite par Chirac le 19 janvier. Celle-ci dit que les dirigeants d'Etats « qui envisageraient d'utiliser, d'une manière ou d'une autre, des armes de destruction massive, doivent comprendre qu'ils s'exposent à une réponse ferme et adaptée de notre part. Cette réponse peut être conventionnelle, elle peut aussi être d'une autre nature » (*le Figaro*, 20 janvier). Ces paroles constituent un avertissement direct à l'Iran en des termes que même le cinglé de la Maison Blanche n'a jamais utilisés. Et, pour montrer que ce n'était pas des paroles en l'air, Chirac a envoyé le porte-avions *Charles-de-Gaulle* dans le golfe Persique, d'où il est prêt à balancer des missiles nucléaires et conventionnels sur l'Iran. **USA, France, ONU, bas les pattes devant l'Iran ! Pour être en mesure de se défendre l'Iran a besoin d'armes nucléaires !**

Au niveau de la politique extérieure, la déclaration de Chirac visait à réinsérer l'impérialisme français au Proche-Orient, et d'abord à apporter sa pierre au rapprochement

avec les USA entamé avec des pressions impérialistes communes contre la Syrie et à propos du Liban. Alors que la bourgeoisie française se débat pour essayer de conserver un rôle international hérité de l'ère de son empire colonial et aujourd'hui hors de proportion avec le déclin de sa puissance économique, cette déclaration est aussi un rappel à ses rivaux allemands que la France reste, avec la Grande-Bretagne, la seule puissance nucléaire officielle en Europe de l'Ouest. Autrefois la bombe atomique française visait l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, maintenant Chirac étend la menace entre autres à ceux qui mettraient en cause ses « approvisionnements énergétiques ». **A bas la « force de frappe » de l'impérialisme français !**

Fin 2002 et pendant les premiers mois de 2003, pratiquement toute la « gauche » française, des chevènementistes au PS, au PCF et à la LCR, se prosternait à genoux devant Chirac et de Villepin pour ses discours « antiguerre » à l'ONU. Mais Chirac ne s'opposait à l'intervention américaine que dans la mesure où elle ne correspondait pas aux intérêts de l'impérialisme français. Un an plus tôt, avec l'appui du gouvernement Jospin- Buffet, il avait envoyé des

Suite page 27.